MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 400 **19 février 2013**

SOMMAIRE

Abi Consult S.A. 19171
ABI Finance & Investments S.A. 19171
Abikido S.A. 19171
ABN AMRO Life S.A. 19172
AF&BC Properties S. à r.l. 19172
AFG Küchenstudio BeLux 19173
AFG Küchenstudio BeLux 19172
Agave S.A. 19177
Air 1 International S.A. 19177
Alltec Solution Provider S.A. 19178
AOL Europe Services S.à r.l. 19183
AOL Europe Services S.à r.l. 19178
Aperto 19178
Arrows Investment Group S.A. 19178
Associés du Progrès IV S. à r.l. 19154
Athalia 19170
Auf dem Moor S.A. 19170
Aurora International S.à r.l. 19183
Auvilu S.à r.l. 19183
Avere Asset Management S.A. 19187
Avrone S.à r.l. 19188
Basket Fonds (LUX) 19188
Batiservices S.A. 19194
Boreas Holdings S.à r.l. 19188
Bormioli Rocco Holdings S.A. 19188
Bottling Holdings (Luxembourg) s.à r.l. 19189
Bowlingcenter Fuussekaul, s.à r.l. 19199
Cap Antibes S.A. 19194
CapB Fund I S.à r.l. 19193
CC Invest S.à r.l. 19194
Cedar Rock Holdings S.àr.l. 19193
Cityhold Sterling S.à r.l. 19193
Compagnie Générale de Promotion S.A. 19194
Coprom S.A. 19200
CVI Luxembourg Twenty-Eight S.à r.l. 19200
DB Equity S.à r.l. 19200
DB Valoren S.à r.l. 19200
Dièdre 19173
Enhanced Index Investing Sicav 19154
EPGF Nevis S.à r.l. 19184
Eurofins Forensics LUX Holding 19200
European CleanTech I SE 19179
Fracasse 19189
Liberty Pharma S.A. 19194
Tareno Funds 19154

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Associés du Progrès IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.088.

—

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant:

- le changement de dénomination de l'associé unique de la Société qui est désormais Q-NA Investment Partners.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2012.

Pour Associés du Progrès IV S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013006574/15.

(130007449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Tareno Funds, Société d'Investissement à Capital Variable,

(anc. Enhanced Index Investing Sicav).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.903.

—

L'an deux mille treize, le quatre février.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable dénommée ENHANCED INDEX INVESTING SICAV, ayant son siège social au 1, Place de Metz à L-1930 Luxembourg, inscrite au R.C.S Luxembourg section B numéro 121.903,

constituée suivant acte notarié du 24 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 12 décembre 2006, numéro 2321, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire Jean-Joseph WAGNER en date du 21 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 8 février 2008, numéro 328.

L'assemblée est présidée par Mr Jeff SCHMIT, employé BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg, 1, place de Metz.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Monique VOLVERT, employée BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg, 1, place de Metz.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Myriam MOSTERT, employée BCEE, demeurant professionnellement à Luxembourg, 1, place de Metz.

Le Président a déclaré et prié le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

- Adaptation de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE, telle qu'amendée;

- Modification conséquente de l'objet social de la Société, comme suit:

«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières ainsi qu'en d'autres valeurs autorisées par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 dans le cadre de la politique et des restrictions d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. La Société peut prendre toute mesure et faire toute opération qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, telle qu'amendée (la «Loi OPC»).»

- Modification subséquente des statuts de la Société et refonte des statuts de la Société

- Changement de la dénomination sociale de la SICAV en «TARENO FUNDS»;

- Changement de la langue officielle de la SICAV du français vers l'anglais;

- Changement du siège social de la SICAV au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

II. Que la convocation contenant l'ordre du jour a été faite, conformément aux dispositions légales, par une insertion publiée deux fois dans le Luxemburger Wort et Tageblatt ainsi que dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations les 2 et 18 janvier 2013.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés au bureau.

III. Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

IV: Qu'une première assemblée générale extraordinaire ayant eu pour objet le même ordre du jour et réunie devant le notaire soussigné en date du 31 décembre 2012 n'a pu délibérer valablement, étant donné qu'il n'était représenté à cette assemblée qu'un nombre d'actions inférieur à la moitié du capital social.

V: Qu'il apparaît de la liste de présence que 309 actions sur les 896.622,5459 actions en circulation, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée.

VI. Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'adapter les statuts de la SICAV aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et portant transposition de la directive 2009/65/CE, telle qu'amendée.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, suite à la décision qui précède, de modifier en conséquence:

- l'objet social de la Société, comme suit:

«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières ainsi qu'en d'autres valeurs autorisées par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 dans le cadre de la politique et des restrictions d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. La Société peut prendre toute mesure et faire toute opération qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, telle qu'amendée (la «Loi OPC»).»

- changer la dénomination sociale de la SICAV en «TARENO FUNDS»;

- transférer le siège social de la SICAV au 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- changer la langue officielle des statuts de la SICAV en abandonnant le français et en adoptant la langue anglaise;

de sorte que, suite à ce qui précède, les statuts de la société auront dorénavant, en langue anglaise, la teneur nouvelle suivante:

Section I. - Corporate name - Registered office - Duration - Corporate object

Art. 1. Corporate name. There exists between the subscriber(s) and all those who will become shareholders, a société anonyme in the form of a Société d'investissement à capital variable (SICAV), i.e. an open-ended investment company, TARENO FUNDS ("Company").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is in Luxembourg City in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company may, by decision of the board of directors, open branches or offices in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere. The registered office may be moved within the City of Luxembourg by decision of the board of directors. If allowed by law, and to the extent of this authorisation, the board of directors may also decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Should the board of directors deem that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that could compromise normal activity at the registered office or ease of communications with this office or from this office to parties abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such a temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is created for an indefinite period. It may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders in the same way as for an amendment to the articles of incorporation.

Art. 4. Object. The Company's sole object is to invest the funds at its disposal in transferable securities, money market instruments and other authorised assets authorised in Part I of the Luxembourg Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment ("Law of 2010"), in order to spread the investment risks and enable its shareholders to benefit from earnings generated from the management of its portfolio. The Company may take any measures and carry out any transactions that it deems necessary for the accomplishment and development of its object in the broadest sense permitted under Part I of the Law of 2010.

Section II. - Share capital - Characteristics of shares

Art. 5. Share capital. The Company's share capital is represented by fully paid-up shares without par value. The company's capital is expressed in euros and shall at all times be equal to the total net assets in euros of all sub-funds comprising

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

the Company, as defined in article 13 of these articles of incorporation. The minimum share capital of the Company is one million two hundred and fifty thousand euros (€1,250,000.00) or the equivalent in another currency. The minimum share capital must be reached within six months starting from the registration of the Company.

Art. 6. Sub-funds and Classes of shares. Shares may, when decided by the board of directors, be from different sub-funds (which may be, on decision of the board of directors, denominated in different currencies) and the proceeds from the issue of shares in each sub-fund will be invested, in accordance with the investment policy decided by the board of directors, in accordance with the investment restrictions established by the Law of 2010 and from time to time by the board of directors.

The board of directors may decide, for any sub-fund, to create classes of shares, the features of which are described in the prospectus of the Company ("Prospectus").

The shares of one class may be distinguished from the shares of one or more classes by characteristics such as, among others, a particular fee structure, a distribution or a policy of hedging specific risks, that is determined by the board of directors. If classes are created, the references to the sub-funds in these articles of incorporation shall, to the extend required, be interpreted as references to these classes.

Each whole share gives its holder the right to vote at the general meetings of shareholders.

The board of directors may decide to split or to reverse split the shares of a sub-fund or of a class of shares of the Company.

Art. 7. Form of shares. The shares are issued without par value and are fully paid-up. Any share of any sub-fund and any class in said sub-fund may be issued:

1. either in registered form in the name of the subscriber, recorded by subscriber's registration in the shareholders' register. The subscriber's registration in the register may be confirmed in writing. No registered share certificate will be issued.

The shareholders' register shall be kept by the Company or by one or more individuals or legal entities that the Company designates for this purpose. The registration must indicate each registered shareholder's name, their place of residence or elected domicile, number of registered shares held. All transfers of registered shares between living persons or as the result of a death will be recorded in the shareholders' register.

If a named shareholder fails to provide the Company with an address, this may be reported in the shareholders' register, and the shareholder's address shall be presumed to be at the Company's registered office or at any other address defined by the Company, until another address has been provided by the shareholder. Shareholders may at any time request that the address recorded for them in the shareholders' register be changed by sending a written notice to the Company at its registered office or any other address indicated by the Company.

The named shareholder must inform the Company of any change in personal information contained in the shareholders register to allow the Company to update said personal information.

2. either as un-certificated or certificated bearer shares. The board of directors may decide for any sub-funds or share classes that bearer shares will be issued only in the form of global certificate held in custody by a clearing and settlement system. The board of directors may also decide that bearer shares may be represented by single or multiple share certificates in the forms and denominations that the board of directors can decide but that will however only represent whole numbers of shares. When necessary, the portion of subscription proceeds exceeding the number of whole bearer shares will be automatically reimbursed to the subscriber. The costs involved in the physical delivery of single or multiple bearer share certificates may be invoiced to the applicant prior to being sent and the delivery of such certificates may depend on prior payment of such delivery fees. If a shareholder of bearer shares requests to change his certificates for certificates of a different denomination, he may be charged the cost of the exchange.

A shareholder may at any time request to convert his bearer shares to registered shares, or the inverse. In this case, the Company shall be entitled to charge the shareholder for any costs incurred.

As allowed by Luxembourg laws and regulations, the board of directors may decide, at its sole discretion, to require the exchange of bearer shares to registered shares provided that it publishes a notice in one or several newspapers determined by the board of directors.

Bearer share certificates are signed by two directors. Both signatures may be handwritten, printed, or stamped. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated by the board of directors for this purpose, in which case it must be handwritten, if and where required by law. The Company may issue temporary certificates in forms determined by the board of directors.

Shares may be issued in fractions of shares, to the extent allowed in the Prospectus. The rights attached to fractions of shares are exercised in proportion to the fraction held by the shareholder, except for the voting right, which can only be exercised for a whole number of shares.

The Company only recognises one shareholder per share. If there are several owners of one share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of all the rights attached to it until a single person has been designated as being the owner in the eyes of the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 8. Issue and Subscription of shares. Within each sub-fund, the board of directors is authorised, at any time and without limitation, to issue additional fully paid-up shares, without reserving a pre-emptive subscription right for existing shareholders.

If the Company offers shares for subscription, the price per share offered, irrespective of the sub-funds and class in which the share is issued, shall be equal to the Net Asset Value of the share as determined pursuant to these articles of incorporation. Subscriptions are accepted on the basis of the price established for the applicable Valuation Day, as specified in the Prospectus of the Company. This price may be increased by fees and commissions, including a dilution levy, as stipulated in this Prospectus. The price thus determined will be payable within the normal deadlines as specified more precisely in the Prospectus and taking effect on the applicable Valuation Day.

Unless specified differently in the Prospectus, subscription requests may be expressed in the number of shares or by amount.

Subscription requests accepted by the Company are final and commit the subscriber except when the calculation of the net asset value of the shares for subscription is suspended. The board of directors, however, may but is not required to do so, agree to a modification or a cancellation of a subscription order when there is an obvious error on the part of the subscriber on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company. Moreover, the board of directors of the Company may, but is not required to do so, cancel the subscription request if the depositary has not received the subscription price within the common delays, such as determined in the Prospectus and starting as from the applicable Valuation Day. Subscription price already received by the depositary at the time of the cancellation's decision of subscription request will be returned to the subscribers concerned without application of interests.

The board of directors of the Company may also decide, at its own discretion, to cancel the initial offering subscription of shares for a sub-fund or a share class. In this case subscribers who have already made subscription requests will be informed in due form and, by way of derogation from the preceding paragraph, subscription requests received will be cancelled. Any subscription price that has been already received by the depositary will be returned to the subscribers concerned without application of interests.

In general, in case of refusal of a subscription request by the board of directors, any subscription price that has been already received by the depositary at the time of the refusal decision will be returned to the subscribers concerned without application of interests, unless legal or regulatory provisions prevent or prohibit the return of the subscription price.

Shares are only issued on acceptance of a corresponding subscription order. For the shares issued upon acceptance of a corresponding subscription order but for which all or part of the subscription price will not have been received by the Company, the subscription price or the portion of the subscription price not yet received by the Company shall be considered as a receivable of the Company with respect to the subscriber concerned.

Subject to receipt of the full subscription price, the single or multiple bearer share certificates shall normally be delivered, if applicable, within the normal deadlines.

Subscriptions may also be made by contribution of transferable securities and other authorised assets other than cash, where authorised by the board of directors, which may refuse its authorisation at its sole discretion and without providing justification. Such securities and other authorised assets must satisfy the investment policy and restrictions defined for each sub-fund. They are valued according to the valuation principles specified in the Prospectus and these articles of incorporation. To the extent required by the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies or by the board of director, such contributions shall be the subject of a report drafted by the Company's independent authorised auditor. The expenses related to subscription by in-kind contribution shall not be borne by the Company unless the board of directors considers that the in-kind subscription is favourable to the Company, in which case all or part of the costs may be borne by the Company.

The board of directors can delegate to any director or to any other legal person approved by the Company for such purposes, the tasks of accepting the subscriptions and receiving payments for the new shares to issue.

All subscriptions for new shares must, under pain of being declared null and void, be fully paid up. The issued shares carry the same rights as the shares existing on the day of issue.

The board of directors may refuse subscription requests, at any time, at its sole discretion and without providing justification.

Art. 9. Redemption of shares. All shareholders are entitled at any time to request the Company to redeem some or all of the shares they hold.

The redemption price of a share shall be equal to its net asset value, as determined for each class of shares, according to these articles of incorporation. Redemptions are based on the prices established for the applicable Valuation Day determined according to this Prospectus. The redemption price may be reduced by the redemption fees, commissions and the dilution levy stipulated in this Prospectus. Payment of the redemption must be made in the currency of the class of shares and is payable in the normal deadlines, as set more precisely in the Prospectus and taking effect on the applicable Valuation Day, or on the date on which the share certificates will have been received by the Company, if this date is later.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Neither the Company nor the board of directors may be held liable for a failure to pay or a delay in payment of the redemption price if such a failure or delay results from the application of foreign exchange restrictions or other circumstances beyond the control of the Company and/or the board of directors.

All redemption requests must be submitted by the shareholder (i) in writing to the Company's registered office or to another legal entity designated by the Company for the redemption of shares or (ii) by requesting by any electronic means approved by the Company. The request must specify the name of the investor, the sub-fund, the class, the number of shares or the amount to be redeemed, and the payment instructions for the redemption price and/or any other information specified in the Prospectus or the redemption form available at the registered office of the Company or from another legal person authorised to process share redemptions. The redemption request must be accompanied, as necessary, by the appropriate single or multiple bearer share certificate(s) issued and the necessary documents to perform their transfer, as well as any additional information requested by the Company or by any person authorised by the Company, before the redemption price can be paid.

Redemption requests accepted by the Company are final and commit the shareholder except when the calculation of the net asset value of the shares for redemption is suspended. However, the board of directors may, but is not required to do so, agree to modify or cancel a redemption request when there is an obvious error on the part of the shareholder that requested the redemption, on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

When agreed by the shareholders concerned, the board of directors may, on a case-by-case basis, decide to make in-kind payments, while complying with the principle of equal treatment of shareholders, by allocating to or for shareholders that request redemption of their shares, transferable securities or assets other than transferable securities and cash from the portfolio of the sub-fund concerned, the value of which is equal to the redemption price of the shares. To the extent required by applicable laws and regulations or by the board of directors, all in-kind payments will be valued in a report prepared by the Company's independent authorised auditor and will be equitably conducted. The expenses related to redemptions by in-kind contribution shall not be borne by the Company unless the board of directors considers that the in-kind redemption is favourable to the Company, in which case all or part of the costs may be borne by the Company.

The board of directors can delegate to (i) any director or to (ii) any other legal person approved by the Company for such purposes the tasks of accepting the redemptions and paying the price for shares to redeem.

In the event of redemption and/or conversion in a sub-fund bearing on 10% or more of the net assets of the sub-fund or a threshold below 10% deemed critical by the board of directors, this latter may either:

- postpone the payment of the redemption price of such requests to a date at which the Company will have sold the necessary assets and it will have the proceeds from such sales;

- postpone entire or part of such requests to a later Valuation Day determined by the board of directors, when the Company will have sold the necessary assets, taking into consideration the interests of all shareholders and when it will have the proceeds from such sales. These requests shall be treated with priority over any other request.

In addition, the Company can postpone the payment of all requests for redemption and/or conversion for a sub-fund:

- if any one of the stock exchanges and/or other markets on which the sub-fund concerned were broadly exposed, in the opinion of the board of directors, were closed or;

- if transactions on stock exchanges and/or other markets on which the sub-fund concerned were broadly exposed, in the opinion of the board of directors, were restricted or suspended.

If, following the acceptance and execution of a redemption order, the value of the remaining shares held by the shareholder in the sub-fund or in the class of shares falls below a minimum amount as may be determined by the board of directors for the sub-fund or the class of shares, the board of directors can rightfully believe that the shareholder has requested the redemption of all of its shares held in that sub-fund or class of shares. The board of directors can, in this case at its sole discretion, execute a forced redemption of the remaining shares held by the shareholder in the sub-fund or the class concerned.

Art. 10. Conversion of shares. Subject to any restrictions set by the board of directors, shareholders are entitled to switch from one sub-fund or one class of shares to another sub-fund or another class of shares and to request conversion of the shares they hold in one sub-fund or one share class to shares belonging to another sub-fund or share class.

Conversion is based on the net asset values of the class of shares of the relevant sub-fund as determined in accordance with these articles of incorporation on the common Valuation Day set in accordance with the provisions of the Prospectus, taking into consideration any prevailing exchange rate between the currencies of the two sub-funds on the Valuation Day. The board of directors may set the restrictions that it deems necessary for the frequency of conversions. It may impose payment of conversion fees the amount of which it will reasonably determine.

Conversion requests accepted by the Company are final and commit the shareholder except when the calculation of the net asset value of the shares for conversion is suspended. The board of directors, however, may but is not required to do so, agree to a modification or a cancellation of a conversion request when there is an obvious error on the part of the shareholder that requested the conversion on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

All conversion requests must be submitted by the shareholder (i) in writing to the Company's registered office or to another legal entity designated by the Company for the conversion of shares or (ii) by requesting by any electronic means approved by the Company. The request must specify the name of the investor, the sub-fund, the class of shares held, the number of shares or the amount to convert, as well as the sub-fund and the class of shares to obtain in exchange and/or any other information specified in the Prospectus or the conversion form available at the registered office of the Company or from another legal person authorised to process share conversions. If any, it must be accompanied by single or collective bearer share certificates issued. If single and/or collective bearer share certificates can be issued for the class to which the conversion transaction is effected, new single and/or collective bearer share certificates can be reissued to the shareholder on express request of the shareholder in question.

The board of directors can set a minimum threshold for conversion of each class of shares. Such a threshold may be defined by the number of shares or by the amount.

The board of directors may decide to allocate any fractions of shares generated by the conversion or pay a cash amount corresponding to these fractions to the shareholders requesting conversion.

Shares which have been converted into other shares shall be cancelled.

The board of directors may delegate to any director or to any other legal person approved by the Company for such purposes the tasks of accepting the conversions and paying the price for shares to convert.

In the event of redemption and/or conversion in a sub-fund bearing on 10% or more of the net assets of the sub-fund or a threshold below 10% deemed critical by the board of directors, the board may either:

- postpone the payment of the redemption price of such requests to a date at which the Company will have sold the necessary assets and it will have the proceeds from such sales;

- postpone entire or part of such requests to a later Valuation Day determined by the board of directors, when the Company will have sold the necessary assets, taking into consideration the interests of all shareholders and when it will have the proceeds from such sales. These requests shall be treated with priority over any other request.

In addition, the Company may postpone the payment of all requests for redemption and/or conversion for a sub-fund:

- if any one of the stock exchanges and/or other markets on which the sub-fund concerned were broadly exposed, in the opinion of the board of directors, were closed or;

- if transactions on stock exchanges and/or other markets on which the sub-fund concerned were broadly exposed, in the opinion of the board of directors, were restricted or suspended.

The board of directors may reject a conversion request for an amount lower than the minimum conversion amount as set from time to time by the board of directors and indicated in the Prospectus.

If, following the acceptance and execution of a conversion order, the value of the remaining shares held by the shareholder in the sub-fund or in a class of shares from which the conversion is requested falls below a minimum amount as may be determined by the board of directors for the sub-fund or the class of shares, the board of directors may rightfully believe that the shareholder has requested the conversion of all of its shares held in that sub-fund or class of shares. The board of directors may, in this case at its sole discretion, execute a forced conversion of the remaining shares held by the shareholder in the sub-fund of the class concerned in which the conversion is requested.

Art. 11. Transfer of shares. All transfers, inter vivos or because of decease, of registered shares will be recorded in the shareholders' register.

Transfers of bearer shares represented by single or multiple bearer share certificates will be executed by the delivery of corresponding bearer shares represented by single or multiple bearer share certificates. The transfer of bearer shares, represented by global certificates of shares held in custody by a clearing and settlement system, will be executed by the registration of the shares transfer with the clearing entity in question.

The transfer of registered shares will be executed by recording in the register following remittance to the Company of the transfer documents required by the Company including a written declaration of transfer provided to the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives.

The Company may, for bearer shares, consider the bearer and, for registered shares, consider the person in whose name the shares are recorded in the shareholders' register as the owner of the shares and the Company will incur no liability toward third parties resulting from transactions on these shares and shall rightfully refuse to acknowledge any rights, interests or pretentions of any other person on these shares; these provisions, however, do not deprive those who have the right to request to record registered shares in the shareholders' register or a change in the record in the shareholders' register.

Art. 12. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict, prevent or prohibit ownership of shares of the Company by any individual or legal entity, including by persons from the United States of America as defined hereinafter.

The Company may moreover issue restrictions that it deems necessary in order to make sure that no share of the Company is acquired or held by (a) a person who has violated the laws or requirements of any country or governmental authority, (b) any person whose situation, in the opinion of the board of directors, could lead the Company or its shareholders to incur a risk of legal, fiscal or financial consequences, that it would not have incurred or that it would not

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

have otherwise incurred or (c) a person from the United States (each of these persons referred to in (a), (b) and (c) being defined hereinafter as a "Prohibited Person").

In this regard:

1. The Company may refuse to issue shares and record shares' transfer if it appears that this issue or transfer would or could result in a Prohibited Person being granted share ownership.

2. The Company may request any person included in the shareholders' register or requesting a shares' transfer to be recorded to provide it with all the information and certificates that it deems necessary, accompanied by a sworn statement if appropriate, in order to determine whether these shares are or will be effectively owned by a Prohibited Person.

3. The Company may carry out a forced redemption if it appears that a Prohibited Person, either acting alone or with others, has ownership of Company shares or it appears that confirmations given by a shareholder were not exact or have ceased to be exact. In this case, the following procedure shall be applied:

a) The Company shall send a notice (hereinafter the "redemption notice") to the shareholder owning the shares or indicated in the shareholders' register as being the owner of the shares. The redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid and the location where this price is to be paid to the shareholder. The redemption notice may be sent by registered letter to the shareholder at the shareholder's last known address or to the address recorded in the shareholders' register. The shareholder in question shall be required to immediately return the single or multiple bearer share certificates specified in the redemption notice.

As soon as the offices are closed on the day specified in the redemption notice, the shareholder in question shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice; if they are registered shares, the shareholder's name shall be removed from the shareholders' register; if they are bearer shares, the single or multiple bearer share certificates representing these shares shall be cancelled in the books of the Company.

b) The price at which the shares specified in the redemption notice shall be repurchased ("redemption price") shall be the redemption price based on net asset value of the shares of the Company (appropriately reduced as specified in these articles of incorporation) immediately preceding the redemption notice. From the date of the redemption notice, the shareholder in question shall lose all shareholder's rights.

c) The payment shall be made in the currency determined by the board of directors. The redemption payment will be deposited by the Company for the shareholder in a bank, in Luxembourg or elsewhere, specified in the redemption notice, that will send it to the shareholder in question upon remittance of the certificate(s) indicated in the redemption notice. As soon as the redemption price has been paid under these conditions, no party with an interest in the shares mentioned in the redemption notice shall have any right over these shares or be able to take any action against the Company or its assets, with the exception of the right of the shareholder appearing as the owner of the shares to receive the redemption price (without interests) deposited at the bank upon delivery of the certificate(s) indicated in the redemption notice.

d) The Company's use of the powers conferred in this article may not, under any circumstances, be contested or invalidated on the grounds that there is insufficient proof of the ownership of the shares by any person or that a share belonged to another person who the Company had not recognised when sending out the redemption notice, provided the Company acts in good faith.

4. The Company may refuse, at any general meeting of the shareholders, the voting right to any Prohibited Person and to any shareholder to whom a redemption notice has been sent for the shares indicated in the redemption notice.

The term "person from the United States of America", as used in these articles of incorporation means any expatriate, citizen or resident of the United States of America or of one of the territories or possessions under its jurisdiction, or persons who normally reside there (including the succession of any persons or companies or associations established or organised there). This definition may be amended if necessary by the board of directors and specified in the Prospectus.

If the board of directors is aware or reasonably suspects that a shareholder owns shares and does not meet the required conditions for ownership stipulated for the sub-fund or the class of shares in question, the Company may:

- either execute a forced redemption of the shares in question in accordance with the procedure for redemption described above;

- or execute forced conversion of shares to shares in another class within the same sub-fund for which the shareholder in question meets the conditions of ownership (provided that a class exists with similar characteristics concerning, inter alia, the investment objective, the investment policy, the currency, the frequency of calculation of the net asset value, the distribution policy). The Company will inform the shareholder in question on this conversion.

Art. 13. Calculation of the net asset value of shares. Regardless of the sub-fund and class in which a share is issued, the net asset value per share shall be determined in the currency chosen by the board of directors as a figure obtained by dividing the net assets of such sub-fund or such class on the Valuation Day defined in these articles of incorporation by the number of shares issued in that sub-fund and in that class.

The valuation of the net assets of the different sub-funds shall be calculated as follows:

The net assets of the Company consist of the Company's assets as defined hereinafter minus the Company's liabilities as defined hereinafter on the Valuation Day on which the net asset value of the shares is determinated.

I. The assets of the Company consist of:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

a) all cash on hand or on deposit, including accrued and not paid interests;

b) all bills and notes due on demand, as well as accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;

c) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and securities that are owned by the Company;

d) all dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may nevertheless make adjustments to account for fluctuations in the market value of transferable securities caused by practices such as ex-dividend or ex-right trading);

e) all accrued and outstanding interest generated by the securities owned by the Company, unless this interest is included in the principal amount of these securities;

f) the Company's incorporation expenses, insofar as these have not been amortised;

g) any other assets of any kind whatsoever, including prepaid expenses.

The value of these assets shall be determined as follows:

a) The value of cash on hand or on deposit, bills and notes due on demand, accounts receivable, prepaid expenses, dividends, and interest declared or due but not yet received consists of the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value will be received, in which event, the value shall be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the real value of these assets.

b) The value of all transferable securities, money-market instruments and financial derivative instruments that are listed on a stock exchange or traded on another regulated market that operates regularly, and is recognised and open to the public, is determined based on the most recent available price.

c) In the case of Company investments that are listed on a stock exchange or traded on another regulated market that operates regularly, is recognised and open to the public and traded by market makers outside the stock exchange on which the investments are listed or of the market on which they are traded, the board of directors may determine the main market for the investments in question that will be then evaluated at the last available price on that market.

d) The financial derivative instruments that are not listed on an official stock exchange or traded on any another regulated operating market that is recognised and open to the public, shall be valued in accordance with market practices as may be described in greater detail in the Prospectus.

e) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

f) The value of securities representative of an open-ended undertaking for collective investment shall be determined according to the last official net asset value per unit or according to the last estimated net asset value if it is more recent than the official net asset value, and provided that the Company is assured that the valuation method used for this estimate is consistent with that used for the calculation of the official net asset value.

g) To the extent that

- any transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments held in the portfolio on the Valuation Day are not listed or traded on a stock exchange or other regulated market that operates regularly and is recognised and open to the public or,

- for transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments listed and traded on a stock exchange or on other market but for which the price determined pursuant to sub-paragraphs b) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the real value of these transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments or,

- for financial derivative instruments traded over-the-counter and/or securities representing undertakings for collective investment, the price determined in accordance with sub-paragraphs d) or f) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the real value of these financial derivative instruments or securities representing undertakings for collective investment,

the board of directors estimates the probable realisation value prudently and in good faith.

h) Securities expressed in a currency other than that of the respective sub-funds shall be converted at the last known price. If such prices are not available, the currency exchange rate will be determined in good faith.

i) If the principles for valuation described above do not reflect the valuation method commonly used on specific markets or if these principles of valuation do not seem to precise for determining the value of the Company's assets, the board of directors may set other principles for valuation in good faith and in accordance with the generally accepted principles and procedures for valuation.

j) The board of directors is authorised to adopt any other principle for the evaluation of assets of the Company in the case in which extraordinary circumstances would prevent or render inappropriate the valuation of the assets of the Company on the basis of the criteria referred to above.

k) In the best interests of the Company or of shareholders (to prevent market timing practices for example), the board of directors may take any appropriate measure such as applying a method for setting the fair value in order to adjust the value of the assets of the Company, as more fully described in the Prospectus.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

II. The liabilities of the Company consist of:

a) all borrowings, bills and other accounts payable;

b) all expenses, mature or due, including, if any, for the compensation of investment advisors, the portfolio managers, the Management Company, the depositary, the central administration, the domiciliary agent, representatives and agents of the Company,

c) all known liabilities, whether due or not, including all matured contractual liabilities payable either in cash or in assets, including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid if the Valuation Day coincides with the date on which the determination is made of the person who is or shall be entitled to them;

d) an appropriate provision allocated for the subscription tax and other taxes on capital and incomes, accrued up until the Valuation Day and established by the board of directors, and other provisions authorised or approved by the board of directors;

e) all of the Company's other commitments of whatever nature, with the exception of those represented by the shares of the Company. To value the amount of these commitments, the Company will take into consideration all expenses payable by it, including fees and expenses as described in article 31 of these articles of incorporation. To value the amount of these liabilities, the Company may take into account administrative and other regular or recurring expenses by estimating them for the year or any other period, and spreading the amount proportionally over that period.

III. The net assets attributable to all the shares of a sub-fund are constituted by the assets of the sub-fund minus the liabilities of the sub-fund at the Valuation Day on which the net asset value of the shares is determined.

Without prejudice to the applicable legal and regulatory provisions, the net asset value of shares will be final and committing for all subscribers, shareholders that have requested redemption or conversion of shares and the other shareholders of the Company.

If, after closing of markets on a given Valuation Day, a substantial change affects the prices on the market on which a major portion of the assets of the Company are listed or traded or a substantial change affects the debts and commitments of the Company, the board of directors may, but is not required to do so, calculate the net asset value per share adjusted for this Valuation Day taking into consideration the changes in question. The adjusted net asset per share will apply for subscribers and shareholders that have requested redemption or conversion of shares and other shareholders of the Company.

If there are any subscriptions or redemptions of shares in a specific class of a given sub-fund, the net assets of the sub-fund attributable to all the shares of this class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company as a result of these shares' subscriptions or redemptions.

IV. The board of directors shall establish for each sub-fund a pool of assets that shall be attributed, as stipulated below, to the shares issued for the sub-fund concerned pursuant to the provisions of this article. In this regard:

1. The proceeds from the issue of shares belonging to a given sub-fund shall be attributed to that sub-fund in the Company's books, and the assets, liabilities, incomes and expenses related to that sub-fund shall be attributed to that sub-fund.

2. If an asset is derived from another asset, this derivative asset shall be attributed in the Company's books to the same sub-fund as the asset from which it was derived, and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be attributed to the sub-fund to which the asset belongs.

3. When the Company has a liability that relates to an asset in a particular sub-fund or to a transaction conducted in regard to an asset of a particular sub-fund, the liability shall be attributed to that sub-fund.

4. If an asset or a liability of the Company cannot be attributed to a particular sub-fund, the asset or liability shall be attributed to all the sub-funds in proportion to the net values of the shares issued for the different sub-funds.

5. Following the payment of dividends to distribution shares belonging to a given sub-fund, the net asset value of the sub-fund attributable to these distribution shares shall be reduced by the amount of these dividends.

6. If several classes of shares have been created within a sub-fund in accordance with these articles of incorporation, the rules for allocation described above apply mutatis mutandis to these classes.

V. For the purposes of this article:

1. each share of the Company which is in the process of being redeemed shall be considered as a share which is issued and existing until the close of business on the Valuation Day applying to redemption of that share and its price shall, with effect from this date and until such time as its price is paid, be considered as a liability of the Company;

2. each share to be issued by the Company in accordance with subscription requests received shall be processed as having been issued starting from the close of business on the Valuation Day on which its issue price has been determined and its price shall be treated as an amount due to the Company until such time as the Company has received it;

3. all investments, cash balances or other assets of the Company expressed in a currency other than the respective currency of each sub-fund shall be valued taking into account the latest exchange rates available; and

4. any purchase or sale of securities made by the Company shall be effective on the Valuation Day insofar as this is possible.

VI. Asset pooling:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

1. The board of directors may invest and manage all or part of the common asset pools created for one or more sub-funds (hereinafter referred to as "Participating Funds") when application of this formula is useful in consideration of the sectors of investment concerned. Any extended pool of assets ("Extended Pool of Assets") will first be created by transferring the money or (in application of the limitations referred to below) other assets from each of the Participating Funds. Subsequently, the board of directors may execute other transfers adding to the Extended Pool of Assets on a case-by-case basis. The board of directors may also transfer assets from the Extended Pool of Assets to the Participating Fund concerned. Assets other than liquidities may only be allocated to an Extended Pool of Assets when they belong to the investment sector of the Extended Pool of Assets concerned.

2. The contribution of a Participating Fund in an Extended Pool of Assets will be valued by reference to fictional units ("units") having a value equivalent to that of the Extended Pool of Assets. In the creation of an Extended Pool of Assets, the board of directors will determine, at its sole and complete discretion, the initial value of a unit, and this value being expressed in the currency of the board of directors deems appropriate and will be assigned to each unit of the Participating Fund having a total value equal to the amount of liquidities (or to the value of the other assets) contributed. The fraction of units, calculated as specified in the Prospectus, shall be determined by dividing the net asset value of the Extended Pool of Assets (calculated as specified below) by the number of remaining units.

3. If liquidities or assets are contributed to or withdrawn from an Extended Pool of Assets, the assignment of units of the Participating Fund in question will, as the case may be, increased or decreased by the number of shares determined by dividing the amount of the liquidities or the value of the assets contributed or withdrawn by the current value of one unit. Cash contributions may, for calculation purposes, be processed after reducing their value by the amount that the board of directors deems appropriate to reflect the taxes, brokerage and subscription fees that may be incurred by the investment of the concerned liquidities. For cash withdrawals, a corresponding addition may be effected in order to reflect the costs likely to be incurred upon the sale of such the transferable securities and other assets that are part of the Extended Pool of Assets.

4. The value of the assets, withdrawn or contributed at any time in an Extended Pool of Assets and the net asset value of the Extended Pool of Assets shall be determined, mutatis mutandis, in accordance with the provisions of article 13, provided that the value of the assets referenced here above is determined on the day of said contribution or withdrawal.

5. The dividends, interests or other distributions having the character of an income received with respect to the assets belonging to a Extended Pool of Assets shall be immediately allocated to the Participating Fund, in proportion to the respective rights attached to the assets that comprise Extended Pool of Assets at the time they are received.

Art. 14. Frequency and Temporary suspension of the net asset value calculation, Issues, Redemptions and Conversions of shares.

I. Frequency of the net asset value calculation

To calculate the per share issue, redemption and conversion price, the Company will calculate the net asset value of shares of each sub-fund on the day (defined as the "Valuation Day") and in a frequency determined by the board of directors and specified in the Prospectus.

The net asset value of the classes of shares of each sub-fund will be expressed in the reference currency of the share class concerned.

II. Temporary suspension of the net asset value calculation

Without prejudice to any legal causes, the Company may suspend the calculation of the net asset value of shares and the subscription, redemption and conversion of its shares, generally or with respect to one or more specific sub-funds, if any of the following circumstances should occur:

- during all or part of a period of closure, restriction of trading or suspension of trading for the main stock markets or other markets on which a substantial portion of the investments of one or more sub-funds is listed, except during closures for normal holidays,

- when there is an emergency situation as a consequence of which the Company is unable to value or dispose of the assets of one or more sub-funds,

- in the case of the suspension of the calculation of the net asset value of one or more undertakings for collective investment in which a sub-fund has invested a major portion of its assets,

- when a service breakdown interrupts the means of communication and calculation necessary for determining the price or value of the assets or market prices for one or more sub-funds in the conditions defined in the first indent above,

- during any period in which the Company is unable to repatriate funds in order to make payments to redeem shares of one or more sub-funds or in which the transfers of funds involved in sale or acquiring investments or payments due for the redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be performed at normal exchange rates,

- in the case of the publication of (i) the notice for a general meeting of shareholders at which the dissolution and liquidation of the Company or sub-funds are proposed or (ii) of the notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to liquidate one or more sub-funds, or to the extent that such a suspension is justified by the need to protect shareholders, (iii) of the meeting notice for a general meeting of the shareholders to deliberate on the merger of the Company or of one or more sub-funds or (iv) of a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to merge one or more sub-funds,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- when for any other reason, the value of the assets or the debts and liabilities attributable to the Company or to the sub-fund in question, cannot be promptly or accurately determined,

- regarding a feeder sub-fund, when its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its shares whether on its own initiative or on request of competent authorities, for a duration equal to that of the suspension imposed on the master UCITS,

- for all other circumstances in which the lack of suspension could create for the Company, one of its sub-funds or shareholders, certain liabilities, financial disadvantages or any other damage that the Company, the sub-fund or its shareholders would not otherwise experience.

The Company will inform the shareholders of such a suspension of the calculation of the net asset value, for the sub-funds concerned, in compliance with the applicable laws and regulations and according to the procedures determined by the board of directors. Such a suspension shall have no effect on the calculation of the net asset value, or the subscription, redemption or conversion of shares in sub-funds that are not involved.

III. Restrictions applicable to coming subscriptions and conversions into certain sub-funds

A sub-fund may be closed definitively or temporarily to new subscriptions or to conversions applied for (but not for outgoing redemptions or conversions), if the Company deems that such a measure is necessary for the protection of the interests of existing shareholders.

Section III. - Administration and Monitoring of the company

Art. 15. Directors. The Company is managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders. The directors are appointed by the general meeting of shareholders for a time that cannot exceed six years. All directors may be removed from office with or without a reason or be replaced at any time by a decision of the general meeting of shareholders.

Should a director position become vacant following death, resignation or for other reasons, it may be filled the vacancy on a provisional basis in observance of procedures laid down by law. In this case, the general meeting of shareholders shall make a final appointment at its next meeting.

Art. 16. Meetings of the board of directors. The board of directors will choose a chairman from among its members. It may also choose one or more vice-chairmen and appoint a secretary, who need not be a member of the board of directors The board of directors meets at the invitation of the chairman, or failing this, of two directors. Meetings are called as often as the interests of the Company require and held at the place designated in the meeting notice. Meetings notices may be made by any means including verbally.

The board of directors may only validly deliberate and decide if at least half of its members are present or represented.

The meeting of the board of directors is presided by the chairman of the board of directors or, when absent, by one of the directors present chosen by the majority of the members of the board of directors present at the meeting of the board.

Any director may mandate, in writing, by fax, e-mail or any other means approved by the board of directors, including by any other means of electronic communication proving such proxy and authorised by law, another director to represent him at a meeting of the board of directors and vote therein at its location and place on the items in the agenda of the meeting. One director may represent several other directors.

The decisions are taken on the majority of the votes of directors present or represented. In the event of a tie vote, the person chairing the meeting has the tie-breaking vote.

In an emergency, directors may cast their vote on the items of the agenda by letter, fax, email or by any other means approved by the board of directors including by any other means of electronic communication proving such proxy and authorised by law.

All directors may participate in a meeting of the board of directors by telephone conference, video conference or by other similar means of communication that allows them to be identified. These means of communication must meet technical characteristics guaranteeing effective participation in the meeting of the board of directors, the deliberations of which are continuously retransmitted. The meeting held by such means of remote communication is deemed to take place at the registered office of the Company.

A resolution signed by all the members of the board of directors has the same value as a decision taken during a meeting of the board of directors. The signatures of directors may be placed on one or more copies of the same resolution. They may be approved by letter, fax, scan, telecopy or any other similar means, including any means of electronic communication authorised by law.

The deliberations of board meetings are recorded in minutes signed by all the board members present or by the chairman of the board or when absent by the director who chaired the meeting. Copies or extracts to be submitted for legal or similar purposes shall be signed by the chairman or managing director or two directors.

Art. 17. Powers of the board of directors. The board of directors, in application of the principle of risks' spreading, has the power to determine the general focus of management and the investment policy as well as the code of conduct to follow in the administration of the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The board of directors will also set all the restrictions that shall be periodically applicable to the Company's investments, in accordance with Part I of the Law of 2010.

The board of directors may decide that the Company's investments are made (i) in transferable securities and money market instruments listed or traded on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 concerning the financial instruments markets, (ii) in transferable securities and money market instruments traded on another market in a Member State of the European Union that is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted for official listing on a securities exchange in a country in Eastern or Western Europe, in Africa, in the American and Asian continents and in Oceania or traded on another market in the above-mentioned countries, on condition that such a market is regulated, operates regularly, and is recognised and open to the public, (iv) in newly issued transferable securities and money market instruments, provided that the conditions of issue include the commitment that the application for official listing on a securities exchange or on another above-mentioned regulated market has been submitted and provided that the application has been executed within one year following the issue; as well as (v) in any other securities, instruments or other securities in accordance with the restrictions determined by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations referred to in the Prospectus.

The board of directors may decide to invest up to 100% of the net assets of each sub-fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a non-Member State of the European Union approved by the Luxembourg supervisory authority, including Singapore, Brazil, Russia and Indonesia or by international public institutions of which one or more Member States of the European Union are members, any member of the OECD and any other State considered as appropriate by the board of directors with respect to the investment objective of the sub-fund in question, provided that, in the event in which the Company decides to avail itself of this provision, it holds, for the sub-fund, securities belong to at least six different issues and that the securities belonging to a single issue do not exceed thirty percent of the total amount of the net assets of the sub-fund concerned.

The board of directors may decide that the Company's investments are made in financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, traded on a regulated market as defined by the Law of 2010 and/or financial derivative instruments traded over-the-counter derivatives provided that, among others, that the underlying consists of instruments covered by article 41(1) of the Law of 2010, in financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company is allowed to invest according to its investment objectives, as laid down in the Prospectus.

As allowed by the Law of 2010 and by applicable regulations and in respect of the provisions in the Prospectus, a sub-fund may subscribe for, acquire and/or hold shares to issue or already issued by one or more other sub-funds of the Company. In this case and in accordance with the conditions laid down by applicable Luxembourg laws and regulations, any voting rights attached to these shares are suspended as long as they are held by the sub-fund in question. Moreover, and as long as these shares are held by a sub-fund, their value shall not be taken into consideration in calculating the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold of net assets imposed by the Law of 2010.

The board of directors may decide that the investments of a sub-fund are made in a manner that seeks to replicate the composition of an equities index or bond index provided that the index concerned is recognised by the Luxembourg supervisory authority as being adequately diversified, that it is a representative benchmark of the market to which it refers and is subject to appropriate publication.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of a sub-fund in undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the Law of 2010 unless it is decided otherwise for a specific sub-fund in the corresponding fact sheets in the Prospectus. In accordance with applicable Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, when it deems necessary and to the broadest extent allowed by the applicable Luxembourg regulations but in accordance with the provisions in the Prospectus, (i) create a sub-fund qualified as either a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert an existing sub-fund into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of one if its feeder sub-funds.

Anything that is not expressly reserved for the general meeting of shareholders by law or by the articles of incorporation falls within the powers of the board of directors.

Art. 18. Company's commitment to third parties. With respect to third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of two directors or the sole signature of any other person to whom such powers of signature have been specially delegated by the board of directors.

Art. 19. Delegation of powers. The board of directors may delegate powers of day-to-day management of the Company's affairs, either to one or more directors, or to one or more other agents that do not necessarily have to be shareholders of the Company.

Art. 20. Depositary. The Company shall sign an agreement with a Luxembourg bank, under the terms of which the bank shall carry out the functions of depositary of the Company's assets, in accordance with the Luxembourg Law of 2010.

Art. 21. Personal interest of the directors. No contract or any transaction that the Company could enter into with any other company may be affected by or invalidated on account of one or more directors or representatives of the

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Company having an interest in such another company, or because such a director or representative of the Company serves as director, partner, manager, official representative or employee of such a company. Any director or representative of the Company who serves as a director, partner, manager, representative or employee of any company with which the Company has signed contracts or with which this director or representative of the Company is otherwise engaged in business will not, as a result of such affiliation and/or relationship with such other company, be prevented from deliberating, voting and acting upon any matters with respect to such contracts or other business.

Should a director or representative of the Company have a personal interest in conflict with that of the Company in any business of the Company subject to the approval of the board of directors, this director or representative of the Company must inform the board of directors of this conflict. This director or representative of the Company will not deliberate and will not take part in the vote on this business. A report thereof should be made at the next shareholders' meeting.

The previous paragraph does not apply when the decision of the board of directors or of the director concerns common transactions concluded in ordinary conditions.

The term "Personal Interest" as it is used here above will not apply to the relations, interests, situations or transactions of any type involving any entity promoting the Company or, any subsidiary company of that entity or any other company or entity determined solely by the board of directors as long as such personal interest is not considered as a conflict of interest in accordance with applicable laws and regulations.

Art. 22. Compensation of directors. The Company may compensate any director or authorised representative and their successors, testamentary executors or legal administrators for reasonable expenses incurred by them in relation with any action, process or procedure in which they participate or are involved due to the circumstance of their being a director or authorised representative of the Company, or due to the fact that they held such a post at the Company's request in another company in which the Company is a shareholder or creditor. This compensation applies to the extent that they are not entitled to compensation by the other entity, except concerning matters for which they are ultimately found guilty of gross neglect or poor management in the context of the action or procedure. In the event of an out-of-court settlement, such an indemnity shall only be granted if the Company is informed by its independent legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of such breach of duty. The above-described right to compensation will not exclude other individual rights of these directors and representatives of the Company.

Art. 23. Monitoring of the Company. In compliance with the Law of 2010, all aspects of the assets of the Company shall be subject to the control of an authorised independent auditor. The statutory auditor will be appointed by the general meeting of the shareholders. The authorised independent auditor may be replaced by the general meeting of the shareholders in conditions specified by applicable laws and regulations.

Section IV. - General meeting

Art. 24. Representation. The general meeting of shareholders represents all shareholders. It has the most widest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

The decisions of the general meeting of the shareholders are binding on all shareholders of the Company regardless of the sub-fund whose shares they hold. When the deliberation of the general meeting of shareholders has the effect of changing the respective rights of shareholders of different sub-funds, the deliberation shall, in compliance with applicable laws, also be deliberated by sub-funds concerned.

Art. 25. General meetings. All general meetings of the shareholders are convened by the board of directors.

The general meeting of the shareholders is convened in the delays and in accordance with procedures laid down by law. If any bearer shares are in circulation, the meeting notice shall be published in the forms and the delays prescribed by law.

Holders of bearer shares must, to participate in general meetings, deposit their shares in an institution indicated in the meeting notice at least five calendar days prior to the date of the meeting.

In conditions laid down by applicable laws and regulations, the meeting notice for any general meeting of the shareholders may specify that the conditions of quorum and majority required shall be determined with respect to shares issued and outstanding as of a certain date and time preceding the meeting ("Date of Registration"), considering that a shareholder's right to participate in a general meeting of shareholders and to exercise the right to vote attached to its share(s) shall be determined according to the number of shares held by said shareholder on the Date of Registration.

The general meeting of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, at the place indicated in the meeting notice, on the second Wednesday of the month of April every year at 14.00 pm. If this day is a public holiday, the general meeting of shareholders shall be held on the following bank business day.

The board of directors may in accordance with applicable laws and regulations decide to hold a general meeting of the shareholders at another date and/or other time or other location than those specified in the preceding paragraph, provided that the meeting notice indicates this other date, other time or other place.

Other general meetings of shareholders of the Company or of sub-funds may be held at the locations and on the dates indicated in the respective notices of these meetings. Shareholders' meetings of sub-funds may be held to deliberate on any matter relating that concerns only those sub-funds. Two or more sub-funds may be considered as one single sub-

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

fund if such sub-funds are affected in the same manner by the proposals requiring approval by shareholders of the sub-funds in question.

Moreover, any general meeting of the shareholders must be convened such that it is held within one month, when shareholders representing one tenth of the share capital submit a written request to the board of directors indicating the items to include on the meeting agenda.

One or more shareholders, together owning at least ten percent of the share capital, may request the board of directors to include one or more items in the meeting agenda of any general meeting of the shareholders. This request must be sent to the registered office of the Company by registered letter at least five days before the meeting.

Any general meeting of the shareholders may be held abroad if the board of directors, acting on its own authority, decides that this is warranted by exceptional circumstances.

The business conducted at a general meeting of shareholders shall be limited to the points contained in the agenda and to matters related to these points.

Art. 26. Meetings without prior convening notice. A general meeting of the shareholders may be held without prior notice whenever all the shareholders are present or represented and they agree to be considered as duly convened and confirm they are aware of the agenda items for deliberation.

Art. 27. Votes. Each share gives the right to one vote regardless of the sub-fund to which it belongs and irrespective of its net asset value in the sub-fund in which it is issued. A voting right may only be exercised for a whole number of shares. Any fractional shares are not considered in the calculation of votes and quorum condition. Shareholders may have themselves represented at shareholders' general meetings by a representative in writing, by fax or any other means of electronic communication capable of proving this proxy and allowed by law. Such a proxy will remain valid for any general meeting of shareholders reconvened (or postponed by decision of the board of directors) to pass resolutions on an identical meeting agenda unless said proxy is expressly revoked. The board of directors may also authorise a shareholder to participate in any general meeting of shareholders by video conference or by any other means of telecommunication that allows to identify the shareholder in question. These means must allow the shareholder to act effectively in such a meeting, that must be retransmitted in a continuous manner to said shareholder. All general meetings of shareholders held exclusively or partially by video conference or by any other means of telecommunication are deemed to take place at the location indicated in the meeting notice.

All shareholders have the right to vote by correspondence, using a form available at the registered office of the Company. Shareholders may only use proxy voting instruction forms provided by the Company indicating at least:

- the name, the address or the official registered office of the shareholder concerned,

- the number of shares held by the shareholder concerned participating in the vote indicating, for the shares in question, of the sub-fund and if any, of the class of shares, of which they are issued,

- the place, the date and the time of the general meeting of the shareholders,

- the meeting agenda,

- the proposals subject to the decision of the general meeting of the shareholders, as well as

- for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote for, against, or abstain from voting for any of the proposed resolutions by checking the appropriate box.

Voting forms that do not indicate the direction of the vote or abstention are void.

The board of directors may determine any other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to participate in a general meeting of shareholders.

Art. 28. Quorum and Majority requirements. The general meeting of shareholders deliberates in accordance with the prescriptions of the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies.

Unless otherwise required by laws and regulations or in these articles of incorporation, decisions of the general meeting of shareholders shall be taken by a majority of shareholders present and voting. The votes expressed do not include those attached to shares represented at the meeting of shareholders that have not voted, have abstained, or have submitted blank or empty proxy voting forms.

Section V. Financial year - Distribution of profits

Art. 29. Financial year and Accounting currency. The financial year shall begin on the 1 January each year and end on the 31 December of the same year.

The Company's accounts shall be expressed in the currency of the share capital of the Company as indicated in article 5 of these articles of incorporation. Should there be multiple sub-funds, as laid down in these articles of incorporation, the accounts of those sub-funds shall be converted into the currency of the Company's share capital and combined for the purposes of establishing the financial statements of the Company.

In compliance with the provisions of the Law of 2010, the annual financial statements of the Company shall be examined by the independent authorised auditor appointed by the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 30. Distribution of annual profits. In all sub-funds of the Company, the general meeting of shareholders, on the proposal of the board of directors, shall determine the amount of the dividends or interim dividends to distribute to distribution shares, within the limits prescribed by the Luxembourg Law of 2010. The proportion of distributions, incomes and capital gains attributable to accumulation shares will be capitalised.

The board of directors may declare and pay interim dividends in relation to distribution shares in all sub-funds, subject to the applicable laws and regulations.

Dividends may be paid in the currency chosen by the board of directors at the time and place of its choosing and at the exchange rate in force on the payment date. Any declared dividend that has not been claimed by its beneficiary within five years of its allocation may no longer be claimed and shall revert to the Company. No interest will be paid on a dividend declared by the Company and held by it or by any other representative authorised for this purpose by the Company, at the disposal of its beneficiary.

In exceptional circumstances, the board of directors may, at its sole discretion, allow an in-kind distribution on one or more securities held in the portfolio of a sub-fund, provided that such an in-kind distribution applies to all shareholders of the sub-fund concerned, notwithstanding the class of shares held by the shareholder concerned. In such circumstances, the shareholders will receive a portion of the assets of the sub-fund assigned to the class of shares in proportion to the number of shares held by the shareholders of that class of shares.

Art. 31. Expenses borne by the Company. The Company shall be responsible for the payment of all of its operating expenses, in particular:

- fees and reimbursement of expenses to the board of directors;

- compensation of investment advisors, investment managers, the Management Company, the depositary, its central administration, authorised representatives of the financial department, paying agents, independent authorised auditor, legal advisors of the Company as well as other advisors or agents which the Company may call upon;

- brokerage fees;

- the fees for the production, printing and distribution of the Prospectus, the key investor information document, and the annual and half-year reports;

- the printing of single or multiple bearer share certificates;

- fees and expenses incurred in the set-up of the Company;

- taxes and duties, including the subscription tax and governmental rights related to its activity;

- insurance costs of the Company, its directors and managers;

- fees and expenses related to the Company's registration and continued registration with government organisations and Luxembourg and foreign stock exchanges;

- expenses for publication of the net asset value and the prices of subscription and redemption or any other document including the expenses for the preparation and printing in all languages deemed useful in the interest of the shareholders;

- expenses related to the sales and distribution of the shares of the Company including the marketing and advertising expenses determined in good faith by the board of directors of the Company;

- expenses related to the creation, hosting, maintenance and updating of the Company's Internet sites;

- legal expenses incurred by the Company or its depositary when acting in the interests of the Company's shareholders;

- legal expenses of directors, partners, managers, official representatives, employees and agents of the Company incurred by themselves in relation with any action, lawsuit or process in which they are involved in consequence of they are or have been directors, partners, managers, official representatives, employees and agents of the Company.

- all exceptional expenses, including, but without limitation, legal expenses, interests and the total amount of all taxes, duties, rights or any similar expenses imposed on the Company or its assets.

The Company is a single legal entity. The assets of a given sub-fund shall only be liable for the debts, liabilities and obligations concerning that sub-fund. Expenses that cannot be directly attributed to a particular sub-fund shall be spread across all sub-funds in proportion to the net assets of each sub-fund.

The incorporation fees of the Company may be amortised over a maximum of five years starting from the date of launching of the first sub-fund, in proportion to the number of operational sub-funds, at that time.

If a sub-fund is launched after the launch date of the Company, the setup expenses for the launch of the new sub-fund shall be charged solely to that sub-fund and may be amortised over a maximum of five years from the sub-fund's launch date.

Section VI. - Liquidation / Merger

Art. 32. Liquidation of the Company. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders acting in the same way as for an amendment to the articles of incorporation.

In the case of the Company's dissolution, the liquidation shall be managed by one or more liquidators appointed in accordance with the Luxembourg Law of 2010, the amended Law of 10 August 1915 on commercial companies and the present Company's articles of incorporation. The net proceeds from the liquidation of each sub-fund shall be distributed, in one or more payments, to shareholders in the class in question in proportion to the number of shares they hold in

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

that class. In respect of the principle of equal treatment of shareholders, all or part of the net liquidation proceeds may be paid in cash or in kind in transferable securities and other assets held by the Company. An in-kind payment will require the prior approval of the shareholder concerned.

Amounts not claimed by shareholders at the close of liquidation shall be consigned with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed within the legally prescribed period, the amounts thus consigned shall be forfeited.

If the Company's share capital falls below two-thirds of the minimum capital required, the directors must refer the question of dissolution of the Company to a general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required and which shall decide by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

If the Company's share capital falls below a quarter of the minimum capital required, the directors must refer the question of the Company's dissolution to a general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required; dissolution may be decided by shareholders holding one quarter of the shares present or represented at the meeting.

The meeting notice must be made in such a manner that the general meeting of shareholders is held within forty (40) days of the assessment that the net assets have fallen below two-thirds or one-quarter of the minimum share capital.

Art. 33. Liquidation of sub-funds or classes. The board of directors may decide to liquidate a sub-fund or a class of the Company, in the case where (1) the net assets of the sub-fund or of the class of the Company are lower than an amount deemed insufficient by the board of directors or (2) when there is a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or to the class concerned or (3) economic rationalisation or (4) the interest of the shareholders of the sub-fund or of the class justifies the liquidation. The liquidation decision shall be notified to the shareholders of the sub-fund or of the class and the notice will indicate the reasons. Unless the board of directors decides otherwise in the interest of the shareholders or to ensure egalitarian treatment of shareholders, the shareholders of the sub-fund or of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares, taking into consideration the estimated amount of the liquidation fees.

In the case of a liquidation of a sub-fund and in respect of the principle of equal treatment of shareholders, all or part of the net liquidation proceeds may be paid in cash or in-kind in transferable securities and other assets held by the sub-fund in question. An in-kind payment will require the prior approval of the shareholder concerned.

The net proceeds of liquidation may be distributed in one or more payments. The net proceeds of liquidation that cannot be distributed to shareholders or creditors at the time of closure of the liquidation of the sub-fund or of the class concerned shall be deposited at the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors may recommend the liquidation of a sub-fund or of a class to the general meeting of the shareholders of this sub-fund or of this class. The general meeting of the shareholders will be held without a quorum requirement and the decisions taken will be adopted on simple majority of the votes expressed.

In the case of the liquidation of a sub-fund that would result in the Company ceasing to exist, the liquidation will be decided by a meeting of shareholders to which would apply the conditions of quorum and majority that apply for a modification of these articles of incorporation, as laid down in article 32 above.

Art. 34. Merger of sub-funds. The board of directors may decide to merge sub-funds by applying the rules for merger of UCITS laid down in the Law of 2010 and its regulatory implementations. The board of directors may however decide that the decision to merge shall be passed to the general meeting of shareholders of the absorbed sub-fund(s). No quorum is required for this general meeting and the decisions shall be approved by simple majority of the votes cast.

If, following the merger of sub-funds, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by the general meeting of shareholders held in the conditions of quorum and majority required for amending these articles of incorporation.

Art. 35. Forced conversion of one class of shares to another class of shares. In the same circumstances as those described in article 33 above, the board of directors may decide to force the conversion of one class of shares to another class of shares of the same sub-fund. This decision and the related procedures are notified to the shareholders concerned by notice or publication in accordance with the provisions in the Prospectus. The publication will contain the information on the new class. The publication will be made at least one month before the forced conversion becomes effective in order to allow the shareholders to apply for redemption or conversion of their shares into other classes of shares of the same sub-fund or into classes of another sub-fund, without redemption fees except for such fees if any that are paid to the Company as specified in the Prospectus, before the transaction becomes effective.

At the end of this period, all remaining shareholders will be bound by the forced conversion.

Art. 36. Division of sub-funds. In the same circumstances as those described in article 33 above, the board of directors may decide to reorganise a sub-fund by dividing it into several sub-funds of the Company. The division of a sub-fund may also be decided by the shareholders of the sub-fund that may be divided at a general meeting of the shareholders of the sub-fund in question. No quorum is required for this general meeting and the decisions shall be approved by simple majority of the votes cast.

Art. 37. Division of classes. In the same circumstances as those described in article 33 above, the board of directors may decide to reorganise a class of shares by dividing it into several classes of shares of the Company. Such a division may be decided by the board of directors if needed in the best interest of the concerned shareholders. This decision and the related procedures for dividing the class are notified to the shareholders concerned by notice or publication in

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

accordance with the provisions in the Prospectus. The publication will contain the information on the new classes thus created. The publication will be made at least one month before the division becomes effective in order to allow the shareholders to apply for redemption or conversion of their shares, without redemption or conversion fees, before the transaction becomes effective. At the end of this period, all remaining shareholders will be bound by the decision.

Section VII. - Amendments to the articles of incorporation - Applicable law

Art. 38. Amendments to the articles of incorporation. These articles of incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority conditions required under Luxembourg law. Any amendment to the articles of incorporation affecting the rights of shares belonging to a particular sub-fund in relation to the rights of shares belonging to other sub-funds, and any amendment to the articles of incorporation affecting the rights of shares in one class of shares in relation to the rights of shares in another class of shares, shall be subject to the quorum and majority conditions required by the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies.

Art. 39. Applicable law. For any points not specified in these articles of incorporation, the parties shall refer to and be governed by the provisions of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies and its amendments, together with the Law of 2010.

L'Assemblée est levée après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau et par le notaire.

Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 2000.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signés avec nous notaire le présent acte.

Signé: J. Schmit, M. Volvert, M. Mostert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 février 2013. LAC/2013/5689. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2013.

Référence de publication: 2013022280/935.

(130026970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2013.

Auf dem Moor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 166.300.

—

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion du conseil d'administration du 8 janvier 2013

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L-7535 Mersch.

Mersch, le 08 janvier 2013.

Nico AREND

Administrateur

Référence de publication: 2013006577/12.

(130007532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Athalia, Société Civile.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg E 4.796.

—

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 20 décembre 2012, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Alexandre Prost-Gargoz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

2. Nomination de Frank Przygodda, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

3. Acceptation de la démission d'Ian Kent, avec adresse professionnelle au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

4. Acceptation de la démission de Simon Barnes, avec adresse professionnelle au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006576/18.

(130007908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Abi Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2214 Luxembourg, 5, rue Nennig.

R.C.S. Luxembourg B 163.119.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25/10/2012.

L'assemblée des actionnaires décide à l'unanimité:

1) De révoquer le commissaire actuel, à savoir Monsieur Stéphane BRAUN, administrateur de sociétés, demeurant 2, rue du Grafenthal à F-57320 Schwerdorf.

2) De nommer la société Fiduciaire Intercommunautaire S.à r.l. (RCS B67480), établie 66 Boulevard Napoléon 1 er à L-2210 Luxembourg pour une durée de 2 ans, à savoir jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2013 (approbation des comptes annuels 2012).

Référence de publication: 2013006582/14.

(130007714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

ABI Finance & Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.325.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 13 mars 2012:

1. L'Assemblée Générale prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

2. L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Madame Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2018.

Luxembourg, le 10 août 2012.
Pour ABI FINANCE & INVESTMENTS S.A.
Signature

Référence de publication: 2013006583/17.

(130006967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Abikido S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 7, rue Nicolas Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 146.683.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27/11/2012.

L'assemblée des actionnaires décide à l'unanimité:

1) De révoquer le commissaire actuel, à savoir Monsieur BROUET Philippe, ingénieur commercial, demeurant L-7653 Heffingen.

2) De nommer comme commissaire la société Fiduciaire Intercommunautaire S.à r.l. (RCS B67480), établie 66 Boulevard Napoléon 1 er à L-2210 Luxembourg pour une durée de 2 ans, à savoir jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2013 (approbation des comptes annuels 2012).

Référence de publication: 2013006585/14.

(130008097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

ABN AMRO Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 66.958.

—

Extrait des résolutions prises lors de la Résolution Circulaire du 19 novembre 2012

Les administrateurs décident de nommer
Mme Françoise Leclercq 66 rue Arthur Hardy
B - 1348 Louvain La Neuve
en qualité de
Directeur, délégué à la Gestion Journalière de ABN AMRO Life SA,
jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.
Les administrateurs acceptent la démission de
Monsieur René Vanrijkel
de son poste de
Administrateur Délégué.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 janvier 2013.

Pour extrait et traduction conformes
ABN AMRO Life
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2013006586/24.

(130007071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

AF&BC Properties S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 156.692.

—

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion de la gérance du 08 janvier 2013

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L- 7535 Mersch

Mersch, le 08 janvier 2013.

N. AREND
Associé-gérant

Référence de publication: 2013006604/12.

(130007531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

AFG Küchenstudio BeLux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 112.626.

—

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 11 octobre 2012

Première résolution

L'Associé Unique accepte les démissions de Mr. Werner Hörnschemeyer, Mme Kerstin Loeser et Mr. Edgar Louis Oehler de leur poste de gérant de la Société avec effet au 11 octobre 2012.

Deuxième résolution

L'Associé Unique nomme Alain PEIGNEUX, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), résidant professionnellement au 283, Route d'Arlon, L-8011 Strassen, au poste de gérant unique de la Société avec effet au 11 octobre 2012.

Le mandat du nouveau gérant prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de l'année 2018.

Pour extrait
Pour la Société

Référence de publication: 2013006605/17.

(130007518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

AFG Küchenstudio BeLux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 112.626.

—

Extrait des résolutions prises par le gérant unique en date du 11 octobre 2012

Il résulte d'une décision du gérant unique prise en date du 11 octobre 2012 que le siège social de la Société est transféré au 283, Route d'Arlon, L-8011 Strassen.

Pour extrait
Pour la Société

Référence de publication: 2013006606/12.

(130007961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Dièdre, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 95.133.

—

L'an deux mille douze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Dièdre, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 95133, constituée en date du 24 juillet 2003, suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 933 du 11 septembre 2003.

Les statuts de la société ont été modifiés en date du 7 mai 2010, suivante acte de Me Gérard LECUIT, prénommé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1613 du 10 août 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Audrey LEITIENNE, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital autorisé pour le fixer dorénavant à EUR 1.000.000 et renouvellement, pour une nouvelle période de cinq ans, de l'autorisation qui avait été donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital social dans le cadre du capital autorisé, en limitant et même supprimant le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, et d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

2. Détermination du nombre des membres du conseil d'administration, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

3. Démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs, décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat respectif et nomination de Madame Isabelle BRUCKER en tant qu'administrateur unique.

4. Refonte complète des statuts (suivant projet en annexe) sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux décisions à prendre sur les points de l'ordre du jour et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il ressort de la liste de présence que les 310 (trois cent dix) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration établi en conformité avec l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide d'augmenter le montant du capital autorisé et de le fixer dorénavant à EUR 1.000.000 (un million d'euros), et de renouveler, pour une période débutant ce jour et prenant fin le 18 décembre 2017, l'autorisation qui avait été donnée au conseil d'administration, d'augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, par la création et l'émission de nouvelles actions, et, à ces fins, de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires. En outre, le conseil d'administration est autorisé à émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire, décide, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de limiter le nombre des membres du conseil d'administration à 1 (un) jusqu'à l'assemblée ordinaire constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Troisième résolution

L' assemblée générale prend acte de et accepte la démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs de la société et décide de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à ce jour.

L'assemblée décide en outre de nommer Madame Isabelle BRUCKER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, en tant qu'administrateur unique de la société. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux résolutions qui précèdent et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales. Les nouveaux statuts de la société ont dorénavant la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1 er . Il existe une société anonyme sous la dénomination de Dièdre.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 1.000.000 (un million d'euros) qui sera représenté par 10.000 (dix mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 18 décembre 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale.

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. PONSARD, S. BOULARD, A. LEITIENNE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2012. LAC/2012/61116. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004570/217.

(130004948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Agave S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 111.102.

—

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 24 décembre 2012

L'actionnaire unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg au 2, rue Astrid, L-1143 Luxembourg avec effet immédiat.

L'actionnaire unique a accepté la démission présentée par Monsieur Stéphane Baert, Monsieur Sylvain Jacquet et Madame Chantal Mathu avec effet immédiat.

L'actionnaire unique a décidé de nommer en tant qu'Administrateur unique avec effet immédiat Madame Isabelle Brucker, demeurant professionnellement au 2, rue Astrid, L-1143 Luxembourg et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006608/17.

(130007308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Air 1 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.991.

—

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du jeudi 15 novembre 2012 et d'une réunion du conseil d'administration du même jour que les modifications suivantes ont été apportées:

- Renouvellement des mandats des organes sociaux:

* Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Meunier a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

* Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Houbert a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

* Le mandat d'administrateur de Madame Anna De Meis a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

* Le mandat de commissaire aux comptes de la société READ S.A.R.L. a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

- Renouvellement du mandat de l'administrateur délégué:

* Le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Patrick Meunier a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013006612/20.

(130007698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

AOL Europe Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.600,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 72.728.

—

Lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui s'est tenue le 19 octobre 2012, l'associé unique de la Société a décidé de renouveler le mandat de Ernst & Young S.A. avec siège social au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, en tant que réviseur d'entreprises agréé pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère
AOL Europe Services S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013006623/18.

(130007641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Aperto, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 159.770.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2013006625/11.

(130007426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Arrows Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.455.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 14 mai 2012:

1. L'Assemblée Générale prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

2. L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2018.

Luxembourg, le 17 août 2012.
Pour ARROWS INVESTMENT GROUP S.A.
Signature

Référence de publication: 2013006631/17.

(130007852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Alltec Solution Provider S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 52, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 88.211.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 18 avril 2012

L'assemblée acte l'expiration, en date du 18 avril 2012, du mandat de commissaire de S.F.C. REVISION SARL.

L'assemblée nomme en remplacement Monsieur Guy SCHOSSELER, né le 26 mai 1968 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2546 Luxembourg, 5 rue C M Spoo, comme commissaire. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

L'assemblée acte les expirations de mandats suivants:

- Expiration du mandat de directeur général de la Société de Monsieur Michel RODENBOURG en date du 18 avril 2012.

- Expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Michel RODENBOURG en date du 18 avril 2012.

- Expiration du mandat d'administrateur-délégué de Madame Mafalda RISCH-CALDERONE en date du 18 avril 2012.

- Expiration du mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Dirk LESSING en date du 18 avril 2012.

L'Assemblée acte le renouvellement des mandats d'administrateurs de Messieurs Dominique LAVAL, Théo WORRE, François TESCH. Leurs mandats prendront fin avec l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013006614/23.

(130006862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

European CleanTech I SE, Société Européenne.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.076.

—

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of Electrawinds SE, a European company (SE) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in accordance with council regulation (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the statute for a European company (SE), having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.076, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 9 August 2010, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1818, page 87218 on 6 September 2010. The articles of association of the Company have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated 20 December 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

An excerpt of the minutes of the resolutions of the board of directors of the Company dated 20 December 2012 (the "Resolutions"), initialed "ne varietur' by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in the aforementioned capacity, has requested the undersigned notary to state his declarations as follows:

1) The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 9 August 2010, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register on 25 August 2010 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1818, page 87218 on 6 September 2010.

2) The articles of association of the Company have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated 20 December 2012, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

3) According to article 5.1 of the articles of association, the issued share capital of the Company is set at one million two hundred forty-five thousand one hundred seventy euro and forty-five cents (EUR 1,245,170.45), represented by (i) forty-nine million nine hundred sixty-five thousand four hundred thirty-five (49,965,435) Class A Shares without nominal value, (ii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) Class B2 Shares without nominal value and (iii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) Class B3 Shares without nominal value.

4) Pursuant to article 6.2 of the articles of association, the authorised capital of the Company, including the share capital, is set at three million three hundred sixty thousand euro (EUR 3,360,000), consisting of one hundred thirty-eight million eighty-three thousand three hundred thirty-three (138,083,333) Class A Shares, nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) Class B2 Shares and nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) Class B3 shares without nominal value.

5) During a period of five (5) years from the date of publication of the resolutions of the extraordinary general meeting of shareholders held on 20 December 2012 (the "Renewal Date"), the board of directors is authorized to issue Class A Shares, to grant options to subscribe for Class A Shares and to issue any other instruments convertible into Class A Shares within the limit of the authorized share capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically also to proceed to such issue without reserving a preferential subscription right for the existing shareholders. The existing

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

authorization granted previously by the general meeting of shareholders on 19 October 2010, whereby the management board (now replaced by the board of directors) of the Company was authorized since 29 October 2010 (the date of publication of the relating resolution) to, inter alia, issue shares within the limit of the authorized capital of eighty-four million (84,000,000) class A shares and/or class B1 shares and/or class B2 shares and/or class B3 shares (including the issued share capital) remains valid until the Renewal Date.

6) In the Resolutions, the board of directors has resolved to increase the share capital by an amount of fifty-seven thousand four hundred thirty-seven euro and eighteen cents (eUr 57,437.18) (the "Capital Increase") so as to raise the share capital from the amount of one million two hundred forty-five thousand one hundred seventy euro and forty-five cents (EUR 1,245,170.45) up to one million three hundred two thousand six hundred seven euro and sixty-three cents (EUR 1,302,607.63) by issuing two million three hundred ninety-three thousand two hundred sixteen (2,393,216) new Class A Shares without nominal value in registered form for an aggregate subscription price of twenty-three million nine hundred thirty-two thousand one hundred eighty-five euro and sixty-eight cents (EUR 23,932,185.68).

7) Such shares have been entirely subscribed as follows and paid up by a contribution in kind consisting of one million two hundred eleven thousand one hundred forty-three (1,211,143) shares of Electrawinds NV, a Belgian company:

Seller	Contributed Shares	Class A Shares to be issued
Merv C BVBA	270 000	533 520
Peso Verde BVBA	270 000	533 520
Defilien BVBA	270 000	533 520
Jasylco BVBA	270 000	533 520
Gimv NV	33 053	65 312
Gimv-XL Partners Comm. VA	54 025	106 753
Adviesbeheer Gimv XL NV	4 722	9 330
Belfius Bank NV	39 343	77 741
Total	1 211 143	2 393 216

The aggregate value of such contribution being twenty-three million nine hundred thirty-two thousand one hundred eighty-five euro and sixty-eight cents (EUR 23,932,185.68) is confirmed by a report issued by Grant Thornton Lux Audit SA, independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), with registered office at 83, Parc d'Activités Capellen Pafebruch, L-8308 Capellen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 43.298, a copy of which will remain annexed to the present deed after having been initialed by the person appearing and the acting notary. The conclusion of the report is as follows:

"Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the total value of the contribution in kind does not at least correspond to the number of shares and the par value of the Company's shares to be issued, increased by the allocation to the share premium account. "

Proof of the value and existence of such contribution has been produced. The total contribution consists of fifty-seven thousand four hundred thirty-seven euro and eighteen cents (EUR 57,437.18) for the share capital and twenty-three million eight hundred seventy-four thousand seven hundred forty-eight euro and fifty cents (EUR 23,874,748.50) for the share premium.

8) As a consequence of the aforementioned Capital Increase, article 5.1 of the articles of association shall be amended, which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at one million three hundred two thousand six hundred seven euro and sixty-three cents (EUR 1,302,607.63) represented by (i) fifty-two million three hundred fifty-eight thousand six hundred fifty-one (52,358,651) redeemable class A shares (the "Class A Shares" and the holders thereof being referred to as "A Shareholders") without nominal value, (ii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-three (958,333) redeemable class B2 shares (the "Class B2 Shares") without nominal value, (iii) nine hundred fifty-eight thousand three hundred thirty-four (958,334) redeemable class B 3 shares without nominal value (the "Class B3 Shares" and, together with the Class B2 Shares the "Class B Shares" and the holders thereof are referred to collectively as "B Shareholders").

Any reference made hereinafter to the "shares" shall be construed as a reference to the Class A Shares and/or the Class B Shares, depending on the context and as applicable. The same construction applies to any reference made hereinafter to the "shareholders" of the Company."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to six thousand euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzwölf, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Alexander Olliges, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, als Vertreter des Verwaltungsrats der Electrawinds SE, eine nach Luxemburger Recht und gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2157/2001 des Rates vom 8. Oktober 2001 über das Statut der Europäischen Gesellschaft gegründete und bestehende europäische Gesellschaft (SE), mit Sitz in 40, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 155.076, gegründet gemäß einer Urkunde vom 9. August 2010 von Notar Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung von Notar Joëlle Baden, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1818, Seite 87218 am 6. September 2010. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars am 20. Dezember 2012 geändert und noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Ein Auszug des Protokolls der Beschlüsse des Verwaltungsrats der Gesellschaft vom 20. Dezember 2012 (die „Beschlüsse") wird nach Paraphierung „ne varietur' durch den Erschienenen und den Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Der Erschienene, der mit den vorgenannten Befugnissen handelt, hat den Notar ersucht, folgende Erklärungen festzuhalten:

1) Die Gesellschaft wurde gemäß einer Urkunde vom 9. August 2010 von Notar Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung von Notar Joëlle Baden, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet, beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg am 25. August 2010 eingetragen und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1818, Seite 87218 am 6. September 2010 veröffentlicht.

2) Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars am 20. Dezember 2012 geändert und noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

3) Gemäß Artikel 5.1 der Satzung beträgt das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft eine Million zweihundertfünfundvierzigtausend einhundertsiebzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 1.245.170,45) aufgeteilt in (i) neunundvierzig Millionen neunhundertfünfundsechzigtausend vierhundertfünfunddreißig (49.965.435) A Aktien ohne Nominalwert, (ii) neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertdreiunddreißig (958.333) B2 Aktien ohne Nominalwert und (iii) neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) B3 Aktien ohne Nominalwert.

4) Gemäß Artikel 6.2 der Satzung beträgt das genehmigte Kapital der Gesellschaft einschließlich des Gesellschaftskapitals drei Millionen dreihundertsechzigtausend Euro (EUR 3.360.000), bestehend aus einhundertachtunddreißig Millionen dreiundachtzigtausend dreihundertdreiunddreißig (138.083.333) A Aktien, neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertdreiunddreißig (958.333) B2 und neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) B3 Aktien ohne Nominalwert.

5) Der Verwaltungsrat wird ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab der Veröffentlichung der Beschlüsse der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre vom 20. Dezember 2012 (das „Erneuerungsdatum"), im Rahmen des genehmigten Kapitals A Aktien, Aktienbezugsoptionen für A Aktien und jede andere Form von in Aktien umwandelbare Wertpapiere an die Personen und zu den Bedingungen seiner Wahl auszugeben, insbesondere ohne dabei den bestehenden Aktionären diesbezüglich ein Vorzugsrecht einzuräumen. Die bestehende, zuvor von der Hauptversammlung der Aktionäre am 19. Oktober 2010 erteilte Ermächtigung, durch welche der Vorstand (inzwischen ersetzt durch den Verwaltungsrat) der Gesellschaft seit dem 29. Oktober 2010 (Datum der Veröffentlichung des entsprechenden Beschlusses) unter anderem dazu ermächtigt wurde, Aktien im Rahmen des genehmigten Kapitals in Höhe von vierundachtzig Millionen (84.000.000) A Aktien und/oder B1 Aktien und/oder B2 Aktien und/oder B3 Aktien (einschließlich des ausgegebenen Gesellschaftskapitals) auszugeben, bleibt bis zum Erneuerungsdatum in Kraft.

6) In den Beschlüssen beschloss der Verwaltungsrat, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von siebenundfünfzigtausend vierhundertsiebenunddreißig Euro und achtzehn Cent (EUR 57.437,18) (die „Kapitalerhöhung") von seinem gegenwärtigen Betrag von einer Million zweihundertfünfundvierzigtausend einhundertsiebzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 1.245.170,45) auf einen Betrag von einer Million dreihundertzweitausend sechshundertsieben Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 1.302.607,63) zu erhöhen durch die Ausgabe von zwei Millionen dreihundertdreiundneunzigtausend zweihundertsechzehn (2.393.216) neuen A Aktien ohne Nominalwert in Form von Namensaktien für einen Gesamtbe-

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

zugspreis von dreiundzwanzig Millionen neunhundertzweiunddreißigtausend einhundertfünfundachtzig Euro und achtundsechzig Cent (EUR 23.932.185,68).

7) Diese Aktien wurden wie folgt vollständig gezeichnet und durch eine Sacheinlage von einer Millionen zweihundertelftausend einhundertdreiundvierzig (1.211.143) Aktien von Electrawinds NV, einer belgischen Gesellschaft, erbracht:

Verkäufer	Eingezahlte Aktien	Auszugebende A Aktien
Merv C BVBA	270 000	533 520
Peso Verde BVBA	270 000	533 520
Defilien BVBA	270 000	533 520
Jasylco BVBA	270 000	533 520
Gimv NV	33 053	65 312
Gimv-XL Partners Comm. VA	54 025	106 753
Adviesbeheer Gimv XL NV	4 722	9 330
Belfius Bank NV	39 343	77 741
Gesamtsumme	1 211 143	2 393 216

Der Gesamtwert dieser Einlage beträgt dreiundzwanzig Millionen neunhundertzweiunddreißigtausend einhundertfünfundachtzig Euro und achtundsechzig Cent (EUR 23.932.185,68) und wurde in einem Gutachten der Grant Thornton Lux Audit SA, unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé), mit Sitz in 83, Parc d'Activités Capellen Pafebruch, L-8308 Capellen, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 43.298, bestätigt. Eine Kopie dieses Gutachtens wird nach Paraphierung durch den Erschienenen und den Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt. Das Ergebnis des Gutachtens lautet wie folgt:

"Basierend auf unserer Arbeit sind uns keine Tatsachen bekannt geworden, die uns darauf schließen lassen würden, dass der Gesamtwert der Sacheinlage nicht zumindest der Anzahl und dem Nominalwert der Aktien der auszugebenden Gesellschaft entsprechen zuzüglich des Agios."

Der Nachweis für den Wert und das Vorliegen dieser Einlage wurde erbracht. Die Gesamteinlage besteht aus siebenundfünfzigtausend vierhundertsiebenunddreißig Euro und achtzehn Cent (EUR 57.437,18) für das Gesellschaftskapital und dreiundzwanzig Millionen achthundertvierundsiebzigtausend siebenhundertachtundvierzig Euro und fünfzig Cent (EUR 23.874.748,50) für das Agio.

8) Infolge der vorgenannten Kapitalerhöhung wird Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft geändert, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt eine Million dreihundertzweitausend sechshundertsieben Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 1.302.607,63), aufgeteilt in (i) zweiundfünfzig Millionen dreihundertachtundfünfzigtausend sechshunderteinundfünfzig (52.358.651) rückkaufbare A Aktien (die „A Aktien", deren Inhaber im Folgenden als „A Aktionäre" bezeichnet werden) ohne Nominalwert (ii) neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertdreiunddreißig (958.333) rückkaufbare B2 Aktien (die „B2 Aktien") ohne Nominalwert, (iii) neunhundertachtundfünfzigtausend dreihundertvierunddreißig (958.334) rückkaufbare B3 Aktien ohne Nominalwert (die „B3 Aktien", wobei diese mit den B2 Aktien gemeinschaftlich als „B Aktien" und deren Inhaber gemeinschaftlich als „B Aktionäre" bezeichnet werden).

Jede Bezugnahme in dieser Satzung auf „Aktien" ist je nach Kontext und soweit anwendbar als Bezug auf A Aktien und/oder B Aktien auszulegen. Entsprechendes gilt für die Bezugnahme auf die „Aktionäre" der Gesellschaft in dieser Satzung."

Kosten und Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstandenen und von ihr zu tragenden Kosten, Auslagen, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. sechstausend Euro geschätzt.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen derselben erschienenen Partei und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung Vorrang haben.

Das vorstehende Dokument ist der erschienenen Partei, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit der erschienenen Partei unterzeichnet worden.

Gezeichnet: A. OLLIGES, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 28. Dezember 2012. Relation: EAC/2012/17715. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013004593/214.

(130004622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Aurora International S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 122.460.

—

EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que

l'associé et gérant unique, Monsieur Alexander BAKKES, demeure à Maison 29, L-9740 Boevange, Luxembourg depuis le 14 décembre 2012.

Le 14 janvier 2013.

AURORA INTERNATIONAL SARL

Alexander BAKKES

Gérant unique

Référence de publication: 2013006642/15.

(130008135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Auvilu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 133.092.

—

La Société AUVILU Sàrl, ici valablement représentée par M. Jean-Yves Stasser, gérant, prie le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg de bien vouloir procéder aux modifications suivantes:

1/ Le nom du gérant et associé Patrick PERONNET est incorrectement orthographié. Il faut lire PERONNET et non PERRONNET. D'autre part, Monsieur PERONNET réside actuellement au 5209 N. Ashford Drive, Peoria, Illinois 61615 U.S.A.

2/ L'adresse professionnelle actuelle des gérants Jean-Yves STASSER et Philippe VANDERHOVEN est le 9 Rue Basse, L - 4963 Clémency.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 11 janvier 2013.

Jean-Yves Stasser

Gérant

Référence de publication: 2013006645/19.

(130007403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

AOL Europe Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.600,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 72.728.

—

Une erreur matérielle s'est glissée dans la notice enregistrée le 16 juin 2011 sous la référence L110092693.

Il convient de lire que lors de l'assemblée générale annuelle de la Société qui s'est tenue le 14 juin 2011, l'associé unique de la Société a décidé de nommer Ernst & Young S.A., avec siège social au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, en tant que réviseur d'entreprises agréé pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

Toutes les autres informations restent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

AOL Europe Services S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013006622/20.

(130007504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

EPGF Nevis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 116.416.348,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.973.

—

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of December, at 5.00 pm CET.

Before us, MaTtre Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EPGF (Luxembourg), S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 83.466 and having a share capital of ten million five hundred and fifty thousand Euro (EUR 10,550,000.-),

here represented by Maya Van Belleghem, lawyer, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal on 4 December 2012,

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is acting in its capacity as sole shareholder (the "Sole Shareholder") of EPGF Nevis S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 171.973 and with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 1 October 2012 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2596 of 19 October 2012.

The appearing party representing the entire share capital of the Company requests the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred sixteen million four hundred and three thousand eight hundred forty-eight Euro (EUR 116,403,848) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to one hundred sixteen million four hundred sixteen thousand three hundred forty-eight Euro (EUR 116,416,348) by issuing one hundred sixteen million four hundred and three thousand eight hundred forty-eight (116,403,848) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Subscription and Payment

The one hundred sixteen million four hundred and three thousand eight hundred forty-eight (116,403,848) new shares have been entirely subscribed and fully paid-up by the Sole Shareholder by a contribution in kind consisting of shares of the following companies (the "Shares"), as follows:

(i) One hundred five thousand four hundred eleven (105,411) shares in EPGF Neuss Logistics S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 119.741 and having a share capital of two million seven hundred and seventy-six thousand nine hundred Euro (EUR 2,776,900.-) valued at two million four hundred nine thousand thirty-eight Euro and fifty-one Cent (EUR 2,409,038.51);

(ii) Sixty-one thousand seven hundred eighty-seven (61,787) shares in EPGF Rattingen Logistics S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 119.742 and having a share capital of one million six hundred twenty-seven thousand seven hundred Euro (EUR 1,627,700.-) valued at thirty-five thousand nine hundred and eighty-four Euro and ninety-two Cents (EUR 35,984.92);

(iii) Five million seven hundred and five thousand eight hundred sixty-two (5,705,862) shares in EPGF Pliening Property S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 166.316 and having a share capital of six million twelve thousand five hundred Euro (EUR 6,012,500.-) valued at five million two hundred sixty-three thousand one hundred and eighty-two Euro and fifty-four Cents (EUR 5,263,182.54);

(iv) Nine thousand nine hundred and ninety-nine (9,999) shares in Willebroek Logistics Platform NV, a limited company incorporated and existing under the laws of Belgium, having its registered office at Blue Tower, Avenue Louise 326, Box 30, B-1050, Brussels, Belgium, registered with the Belgium Trade and Companies' Register under registration number BE

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

0864 976 516 and having a share capital of eight million sixty-two thousand Euro (EUR 8,062,000.-) valued at twelve million three hundred and sixty-one thousand five hundred and forty Euro and seventy-nine Cents (EUR 12,361,540.79);

(v) Twenty-six thousand and eighty (26,080) shares in 10 Avenue Hoche (EPGF) EURL, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France registered with the French Trade and Companies' Register under registration number 438.918.484 and having a share capital of two million six hundred and eight thousand Euro (EUR 2,608,000.-) valued at thirty-seven million one hundred and twenty-six thousand sixty-four Euro and thirty Cents (EUR 37,126,064.30);

(vi) Thirty thousand and eighty (30,080) shares in 9 Fbg St Honore (EPGF) EURL, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, registered with the French Trade and Companies' Register under registration number 438.918.815 and having a share capital of three million eight thousand Euro (EUR 3,008,000.-) valued at fifty-one million eight hundred and sixty-three thousand ninety-three Euro and sixty-three Cents (EUR 51,863,093.63);

(vii) Two hundred twenty-two thousand one hundred eighty-two (222,182) shares in Comete Developpement (Holding) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, registered with the French Trade and Companies' Register under registration number 422.223.263 and having a share capital of two million two hundred and twenty-one thousand eight hundred and twenty Euro (EUR 2,221,820.-) valued at three million five hundred and twenty-three thousand one hundred and fifty-five Euro and sixty-nine Cents (EUR 3,523,155.69);

(viii) Seven hundred forty-nine (749) shares in 34 Avenue Matignon (Holding) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, registered with the French Trade and Companies' Register under registration number 483.404.117 and having a share capital of seven thousand five hundred Euro (EUR 7,500.-) valued at three million eight hundred and twenty-one thousand five hundred and thirty-seven Euro and sixty-two Cents (EUR 3,821,537.62); and

(ix) Three million two hundred eleven thousand three hundred ninety-eight (3,211,398) shares in EPGF Limoges S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, registered with the French Trade and Companies' Register under registration number 491.440.673 and having a share capital of three million two hundred and eleven thousand four hundred and eight thousand Euro (EUR 3,211,408.-) valued at two hundred and fifty Euro (EUR 250.-).

The proof of the existence and of the value of the Shares has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a result of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves to modify article 5.1 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

"The share capital of the Company is set at one hundred sixteen million four hundred sixteen thousand three hundred forty-eight Euro (EUR 116,416,348) divided into one hundred sixteen million four hundred sixteen thousand three hundred forty-eight (116,416,348) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.".

The rest of the articles of incorporation of the Company shall remain unchanged.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorise any manager of the Company and any lawyer of Arendt & Medernach, each individually, to record, on behalf of the Company, the above capital increase.

Estimate of costs

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of these resolutions is estimated at approximately EUR 7,000.-

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version, on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil douze, le cinq décembre à 17h00 CET.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

EPGF (Luxembourg), S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.466, et dont le capital social s'élève à dix millions cinq cent cinquante mille Euros (EUR 10.550.000,-),

représentée aux présentes par Maya Van Belleghem, avocat, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 4 décembre 2012,

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante agit en sa qualité d'associé unique Associé Unique») de EPGF Nevis S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.973, et dont le capital social s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) (la «Société»), constituée conformément à un acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 1 er octobre 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2596 du 19 octobre 2012.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent seize millions quatre cent trois mille huit cent quarante-huit euros (EUR 116.403.848), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à cent seize millions quatre cent seize mille trois cent quarante-huit euros (EUR 116.416.348) par l'émission de cent seize millions quatre cent trois mille huit cent quarante-huit (116.403.848) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Souscription and paiement

Les cent seize millions quatre cent trois mille huit cent quarante-huit (116.403.848) nouvelles parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique moyennant un apport en nature consistant en actions/parts sociales des sociétés suivantes (les «Actions»), tel que précisé ci-après:

(i) cent cinq mille quatre cent onze (105.411) parts sociales de EPGF Neuss Logistics S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.741, et dont le capital social s'élève à deux millions sept cent soixante-seize mille neuf cents Euros (EUR 2.776.900,-), évaluées à deux millions quatre cent neuf mille trente-huit Euros et cinquante et un Cents (EUR 2.409.038,51);

(ii) soixante et un mille sept cent quatre-vingt-sept (61.787) parts sociales de EPGF Rattingen Logistics S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.742, et dont le capital social s'élève à un million six cent vingt-sept mille sept cents Euros (EUR 1.627.700,-) évaluées à trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-quatre Euros et quatre-vingt-douze Cents (EUR 35.984,92);

(iii) cinq millions sept cent cinq mille huit cent soixante-deux (5.705.862) parts sociales de EPGF Pliening Property S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.316, et dont le capital social s'élève à six millions douze mille cinq cents Euros (EUR 6.012.500,-) évaluées à cinq millions deux cent soixante-trois mille cent quatre-vingt-deux Euros et cinquante-quatre Cents (EUR 5.263.182,54);

(iv) neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9.999) actions de Willebroek Logistics Platform NV, une société anonyme constituée et existant selon les lois de Belgique, ayant son siège social au Blue Tower, Avenue Louise 326, B.P. 30, B-1050, Bruxelles, Belgique, inscrite au Registre du Commerce de Belgique sous le numéro BE 0864 976 516 et dont le capital social s'élève à huit millions soixante-deux mille Euros (EUR 8.062.000,-) évaluées à douze millions trois cent soixante et un mille cinq cent quarante Euros et soixante-dix-neuf Cents (EUR 12.361.540,79);

(v) vingt-six mille quatre-vingts (26.080) parts sociales de 10 Avenue Hoche (EPGF) EURL, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de France, ayant son siège social au 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 438.918.484 et dont le capital social s'élève à deux millions six cent huit mille Euros (EUR 2.608.000.-) évaluées à trente-sept millions cent vingt-six mille soixante-quatre Euros et trente Cents (EUR 37.126.064,30);

(vi) trente mille quatre-vingts (30.080) parts sociales de 9 Fbg St Honore (EPGF) EURL, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de France, ayant son siège social au 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 438.918.815 et dont le capital social s'élève à trois

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

millions huit mille Euros (EUR 3.008.000,-) évaluées à cinquante et un millions huit cent soixante-trois mille quatre-vingt-treize Euros et soixante-trois Cents (EUR 51.863.093,63);

(vii) deux cent vingt-deux mille cent quatre-vingt-deux (222.182) parts sociales de Comete Developpement (Holding) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de France, ayant son siège social au 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 422.223.263 et dont le capital social s'élève à deux millions deux cent vingt et un mille huit cent vingt Euros (EUR 2.221.820,-) évaluées à trois millions cinq cent vingt-trois mille cent cinquante-cinq Euros et soixante-neuf Cents (EUR 3.523.155,69);

(viii) sept cent quarante-neuf (749) parts sociales de 34 Avenue Matignon (Holding) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de France, ayant son siège social au 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 483.404.117 et dont le capital social s'élève à sept mille cinq cents Euros (EUR 7.500,-) évaluées à trois millions huit cent vingt et un mille cinq cent trente-sept Euros et soixante-deux Cents (EUR 3.821.537,62); et

(ix) trois millions deux cent onze mille trois cent quatre-vingt-dix-huit (3.211.398) parts sociales de EPGF Limoges S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de France, ayant son siège social au 21 Rue Balzac, 75008, Paris, France, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 491.440.673 et dont le capital social s'élève à trois millions deux cent onze mille quatre cent huit Euros (EUR 3.211.408,-) évaluées à deux cent cinquante Euros (EUR 250,-).

La preuve de l'existence et de la valeur des Actions a été établie auprès du notaire soussigné.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à cent seize millions quatre cent seize mille trois cent quarante-huit euros (116.416.348 EUR) représenté par cent seize millions quatre cent seize mille trois cent quarante-huit (116.416.348) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune (les «Parts Sociales»). Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et «Associé» doit être interprété en conséquence».

Le reste des statuts de la Société demeure inchangé.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société de manière à refléter les changements susmentionnés et à donner pouvoir à et autoriser tout gérant de la Société et tout avocat de Arendt & Medernach, à titre individuel, à enregistrer, au nom de la Société, l'augmentation de capital susmentionnée.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes résolutions s'élève à environ EUR 7.000,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel et demeure, ladite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. VAN BELLEGHEM et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59327. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004609/217.

(130004775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Avere Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.692.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Luxembourg, le 24 décembre 2012.
Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2013006648/12.

(130007047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Avrone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 67.621.

—

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion de la gérance du 08 janvier 2013

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L- 7535 Mersch

Mersch, le 08 janvier 2013.
Nico AREND / Flor PHILIPPI
Associé-gérant / Associé-gérant

Référence de publication: 2013006649/12.

(130007508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Basket Fonds (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.804.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 13 décembre 2012

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en décembre 2013, le mandat d'Administrateur de Madame Dagmar MARONI et de Messieurs Marcel FINKER (Président) et Jean-Pierre GRIMAUD.

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Décembre 2013, PricewatherhouseCoopers cooperative, résidant professionnellement au 400, Route d'Esch, L-1014, Luxembourg, Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises Agrée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013006650/15.

(130007056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Boreas Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.828.580,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 148.696.

—

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 21 décembre 2012:

- Est nommée gérant de catégorie B de la société pour une période indéterminée Mr. Rolf Caspers, employée privée, résidant professionnellement au 2, boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Anja Wunsch, avec effect au 21 décembre 2012.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.
Signatures
Un Mandataire

Référence de publication: 2013006661/15.

(130007979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Bormioli Rocco Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 148.565.

—

Am 19. Dezember 2012 beschloss die Alleingesellschafterin den Rücktritt des Verwaltungsratsmitglied / Geschäftsführer Andrew Rich (administrateur de classe B) zum 31.12.2012 zu akzeptieren.

Die Alleingesellschafterin beschloss Daryl Cohen, geboren am 16. Juni 1978 in Brighton (United Kingdom), mit professioneller Adresse in 54 Jermyn Street, London SW1Y 6LX, United Kingdom zum Verwaltungsratsmitglied / Geschäfts-

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

führer (administrateur de classe B) mit Effekt zum 01.01.2013 zu berufen fuer einen Zeitraum bis zu der ordentlichen Hauptversammlung, die im Jahr 2013 stattfinden wird.

Luxembourg, den 10. Januar 2013.

Référence de publication: 2013006662/14.

(130006958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Bottling Holdings (Luxembourg) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 2, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 78.351.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013006663/12.

(130008009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Fracasse, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.531.

—

L'an deux mille douze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FRACASSE, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 110531, constituée en date du 19 août 2005, suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 92 du 13 janvier 2006.

L'assemblée est présidée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Audrey LEITIENNE, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Instauration d'un capital autorisé de EUR 1.000.000 avec émission d'actions nouvelles et autorisation à donner au conseil d'administration de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires et d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

2. Détermination du nombre des membres du conseil d'administration, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

3. Démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs, décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat respectif et nomination de Madame Isabelle BRUCKER en tant qu'administrateur unique.

4. Refonte complète des statuts (suivant projet en annexe) sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux décisions à prendre sur les points de l'ordre du jour et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il ressort de la liste de présence que les 4.000 (quatre mille) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

IV) Le président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l' assemblée, cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration établi en conformité avec l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide d'instaurer un capital autorisé d'un montant de EUR 1.000.000 (un million d'euros) et d'autoriser le conseil d'administration, pendant une période prenant fin le 18 décembre 2017, à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, par la création et l'émission de nouvelles actions, sans toutefois réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. En outre, le conseil d'administration est autorisé à émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire, décide, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de limiter le nombre des membres du conseil d'administration à 1 (un) jusqu'à l'assemblée ordinaire constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Troisième résolution

L'assemblée générale prend acte de et accepte la démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs de la société et décide de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à ce jour.

L'assemblée décide en outre de nommer Madame Isabelle BRUCKER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, en tant qu'administrateur unique de la société. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux résolutions qui précèdent et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales. Les nouveaux statuts de la société ont dorénavant la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1 er . Il existe une société anonyme sous la dénomination de FRACASSE.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 40.000 (quarante mille euros) représenté par 4.000 (quatre mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 1.000.000 (un million d'euros) qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 18 décembre 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale.

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. PONSARD, S. BOULARD, A. LEITIENNE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2012. LAC/2012/61118. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004639/215.

(130004986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

CapB Fund I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 154.884.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2013.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2013006704/12.

(130008166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Cedar Rock Holdings S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 46.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 98.218.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006710/10.

(130006920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Cityhold Sterling S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 163.785.

—

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006713/10.

(130008154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Cap Antibes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 117.959.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006728/10.

(130008140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

CC Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 111.856.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013006735/10.

(130007861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Batiservices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 323, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 173.279.

—

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire que le siège social de la société a été transféré à 323, route de Longwy L-1941 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.01.2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013006672/13.

(130007009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

COGEP S.A., Compagnie Générale de Promotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 85.181.

—

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion du conseil d'administration du 8 janvier 2013

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L-7535 Mersch.

Mersch, le 08 janvier 2013.

Nico AREND / Gilbert THIBO

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013006755/12.

(130007509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Liberty Pharma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 174.013.

—

STATUTS

L'an deux mille douze, le treize décembre.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Monsieur Henry HASSID, né le 15 janvier 1960 à Issy-les-Moulineaux, demeurant au 26, Chemin de la Forêt, F-78860 Saint-Nom-La-Bretèche, ici représenté par Mme Beatriz Garcia, avocat, demeurant au Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privé en date du 11 décembre 2012.

Laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer (la «Société»).

Titre I er - Dénomination, siège, objet, durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «LIBERTY PHARMA S.A.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet. La société a pour objet:

3.1 la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères,

3.2 l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit,

3.3 la gestion et le développement, permanent ou temporaire, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur,

3.4 l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties,

3.5 la fourniture aux entreprises et/ou sociétés ci-dessus de tous services de direction, de management, de définition de la stratégie, du marketing, d'assistance juridique, fiscale, sociale, technique, informatique, administrative, financière, comptable, commerciale et/ou touchant la gestion en général,

3.6 enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet,

3.7 En général, la Société peut prendre toutes mesures et mener à bien toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui lui sembleront utiles au développement et à l'extension de ses activités.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital

5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euro (31.000 EUR), divisé en trois cent dix (310) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euro (100 EUR) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100 %).

6. Nature des actions - Droit de préemption. Les actions sont et resteront nominatives.

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée en indiquant le nombre et les numéros d'actions dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Dans les 8 (huit) jours de la réception de cette lettre, le conseil d'administration transmet la demande aux autres actionnaires par lettre recommandée.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour le rachat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun des actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne sont fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du conseil d'administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les 15 (quinze) jours de la réception de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la phrase trois du paragraphe cinq de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de 15 (quinze) jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions à un prix de rachat qui est fixé chaque année par l'assemblée générale après adoption du bilan; ce point doit être porté à l'ordre du jour. En aucun cas le prix de rachat ne pourra être inférieur au plus bas de la valeur nominale de l'action ou l'actif net par action. Le prix ainsi fixé est valable jusqu'à l'assemblée générale suivante et ne peut être modifié entretemps que par décision de l'assemblée générale prise aux conditions de présence et de majorité requises pour les modifications des statuts.

Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession.

Le prix est payable au plus tard dans l'année à compter de la demande de cession. Le dividende de l'exercice en cours et les bénéfices antérieurs sont répartis prorata temporis entre le cédant et le cessionnaire à compter de la même date.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III - Administrateurs, conseil d'administration, reviseurs d'entreprises

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du conseil d'administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

11.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique de la Société est habilité à créer un ou plusieurs compartiments, correspondant aux actifs de la Société financés avec les produits d'une émission spécifique de titres par la Société et correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société et le Conseil d'Administration est autorisé à transmettre, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi Titrisation.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

12.3 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la Société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature unique de l'administrateur-délégué ou par la signature conjointe de deux administrateurs dont l'une sera obligatoirement celle de l'administrateur-délégué ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. Surveillance de la société.

14.1 La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires nommés par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique.

Titre V - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le dernier mardi du mois de mai, à 15.00 heures, et pour la première fois en 2014.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI - Année sociale, Répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se termine au 31 décembre 2013.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié, déclare souscrire les trois cent dix (310) actions comme suit:

Henry Hassid	310 actions
Total: trois cent dix actions	310 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euro (31.000 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille cinq cent Euros.

Première assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant, représentant l'intégralité du capital social a pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

2. Sont appelés à la fonction d'Administrateurs pour une période maximale de six (6) ans, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2018:

- Monsieur Henry Hassid, demeurant au 26, Chemin de la Forêt, F-78860 Saint-Nom-La-Bretèche

- Madame Colette Wohl, demeurant professionnellement au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

- Monsieur Alfonso Garcia, demeurant professionnellement au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

3. Est nommé commissaire aux comptes, la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l., demeurant au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B60.219.

4. Le conseil d'administration est autorisé à élire en son sein un administrateur-délégué en vertu de l'article 60 de la Loi régissant les sociétés commerciales et de l'article 12.2 des présents statuts.

Conseil d'administration

Et à l'instant, en présence du comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, les administrateurs présents ou représentés se sont réunis et ont pris, à l'unanimité, la résolution suivante: Conformément à l'article 60 de la Loi sur les sociétés commerciales et à l'article 12.2 des statuts de la susdite Société, ainsi qu'à l'autorisation préalable donnée par l'assemblée des actionnaires, Monsieur Henry Hassid a été nommé à la fonction d'administrateur-délégué de la Société LIBERTY PHARMA SA. Monsieur Henry Hassid est autorisé à engager la société par sa signature unique suivant les dispositions de l'acte en son article 12.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, le comparant prémentionné, connu par le notaire par son nom, prénoms, état civil et résidences, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: B. Garcia et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59951. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004732/267.

(130004742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Bowlingcenter Fuussekaul, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9158 Heiderscheid, 22, Am Clemensbongert.

R.C.S. Luxembourg B 108.645.

—

Extrait du procès-verbal de l' assemblée générale extraordinaire des associés de Bowlingcenter Fuussekaul s.à.r.l. tenue le 10 janvier 2013 à 11.00 heures au siège de la société

Il résulte d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier 2013 que le siège de la société est transféré de L - 9156 Heiderscheid, 4 Fuussekaul, à L - 9158 Heiderscheid, 22 Am Clemensbongert.

Heiderscheid, le 10 janvier 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013006694/14.

(130007537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Coprom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 14, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 35.526.

—

Extrait de la résolution unique prise lors de la réunion du conseil d'administration du 18 décembre 2012

Le siège social de la société a été transféré du numéro 12 au numéro 14, rue de la Gare, L-7535 Mersch.

Mersch, le 18 décembre 2012. Nico AREND / Carlo FISCHBACH / Sylvie WINKIN-HANSEN.

Référence de publication: 2013006760/10.

(130007510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

CVI Luxembourg Twenty-Eight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 140.403.

—

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006765/10.

(130007381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

DB Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.380.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006782/10.

(130007619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

DB Valoren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.379.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013006783/10.

(130007620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Eurofins Forensics LUX Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 154.225.

—

Suite à la convention de cession de parts sociales du 12 décembre 2012, il est constaté que les 1.000 parts sociales représentatives de 100% du capital de Eurofins Forensics LUX Holding sont désormais détenues par la société EUROFINS FRANCE HOLDING SAS, société en commandite par actions de droit français, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Nantes sous le numéro 528 643 000, et dont le siège social est situé à, F-44300 Nantes, Site de la Géraudière, rue Adolphe Bobierre, et non plus par Eurofins International Holdings LUX.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2013006812/13.

(130007454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck